

Impact Evaluation

Evaluation d'Impact de l'appui du PAM aux Cantines Scolaires en Côte D'Ivoire (1999- 2009): Une approche a méthodes mixtes

Mars 2011

Établie à la demande du Bureau de l'évaluation du PAM

Bureau de l'évaluation

Évaluer les résultats et partager les enseignements

Document élaboré par
Marie Cadrin, Chef d'Equipe
Mamadou Baro, Chef d'Equipe, volet quantitatif
Koffi Kuakou Adjei, Expert en Education
Istitut National des Statistiques, Collecte et Saisie des Données
Université de Bouake, Collecte et Analyses des Données
Marie Sardier, Membre de l'Equipe
Tim Finan, Conseiller Techniques

OE/2011/004



World Food Programme

Remerciements

Ce rapport intègre un immense effort fourni par un grand nombre d'individus et d'institutions dont chacun a joué un rôle essentiel en vue d'assurer le succès de cette étude. Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude au personnel du PAM à Rome et en Côte d'Ivoire, aux collègues ivoiriens qui, tout au long d'un très intense travail de recherche dans un environnement difficile, nous ont généreusement offert leur disponibilité continue, mais aussi leur amitié. Nous avons aussi bénéficié d'un support des représentants du programme des Cantines Scolaires, des représentants des autorités centrales et locales. Enfin, notre plus profonde reconnaissance va aux populations des communautés enquêtées, qui ont su nous offrir avec chaleur l'hospitalité sincère et sans faille de leurs villages et foyers. En dépit des interruptions causées dans leurs emplois du temps quotidiens par notre présence, ils nous ont offert un toit et ont partagé avec nous leurs expériences, et sont devenus nos partenaires de recherche. Nous espérons que cet effort permettra un jour d'alléger un tant soit peu les énormes difficultés qui jalonnent leurs existences. A tous, nous réitérons nos plus sincères remerciements, et reconnaissons pleinement l'importance de leurs contributions respectives à cette étude. Ceci étant, nous insistons sur le fait que toute erreur ou mauvaise interprétation contenue dans ce rapport reste de la seule responsabilité de ses auteurs.

Cette évaluation a été interrompue par la crise politique en Côte d'Ivoire et ne pouvait pas être complétée comme initialement prévue. Elle offre néanmoins des indications importantes sur les résultats et les impacts de la contribution du PAM aux cantines scolaires et les facteurs essentiels qui affectent ce programme.

Avertissement

“Les opinions exprimées sont celles de l'équipe d'évaluation et elles ne reflètent pas nécessairement les vues du Programme alimentaire mondial. Les opinions exprimées dans le présent rapport relèvent entièrement de la responsabilité des auteurs. La publication du présent document n'implique pas l'approbation par le PAM des opinions qui y sont exprimées.

Les appellations employées dans les cartes et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites”.

Supervision de l'Evaluation

Gestionnaire de cette Evaluation:

Sally Burrows

Directrice du Bureau de l'Evaluation:

Caroline Heider

Table des Matières

FICHE D'INFORMATION: PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE EN COTE D'IVOIRE (PAM)	I
RAPPORT SUCCINCT	II
1. INTRODUCTION.....	1
1.1 Le contexte de la Côte d'Ivoire	3
1.2 Appui du PAM aux cantines scolaires 1999/2000-2009/10	6
2. RESULTATS: LA PERTINENCE ET L'EFFICACITE DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE COMME FILET DE SECURITE EN PERIODE D'INSTABILITE.....	12
2.1 Résultats pour l'éducation et les impacts	13
2.2 Nutrition: Résultats et impacts	20
2.3 Valeur de transfert: Résultats et Impacts	23
3 ALIMENTATION SCOLAIRE ET IMPACTS	26
3.1 Le Rôle des Facteurs Contextuels.....	26
3.2 Le Rôle des Facteurs de mise en œuvre	29
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	32
4.1 Conclusions Globales	32
4.2 Recommandations	34
ACRONYMES	36

Liste des Tableaux

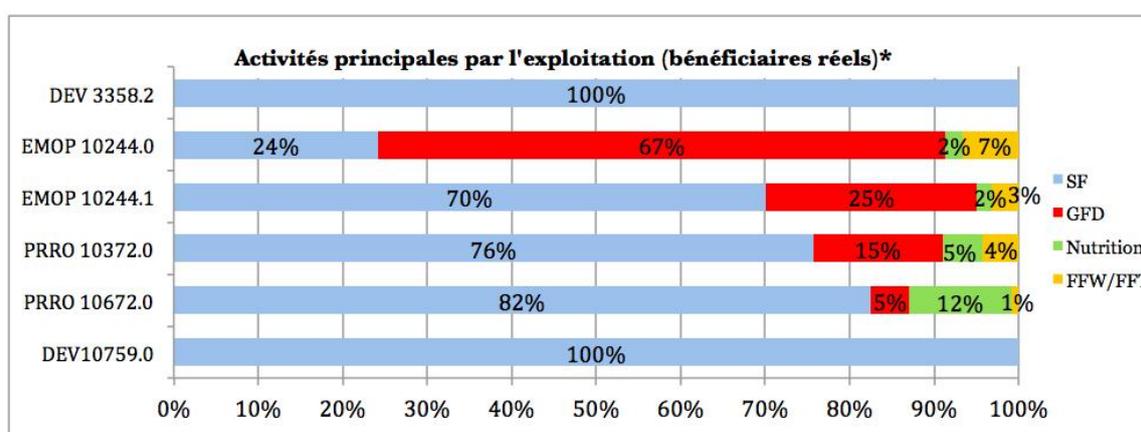
Table 1: Calendrier et évènements intervenus.....	4
Table 2: Réfugiés et/déplacés internes en Côte d'Ivoire 1999-2009 ('000s).....	5
Table 3: Distribution de la catégorie la vulnérabilité des ménages selon le sexe du Chef de ménage dans les deux principales zones	13
Table 4: Taux brut de scolarisation de 1999-2009	14
Table 5: Statistiques sur les redoublements	17
Table 6: Taux d'abandon entre 1999 et 2008	17
Table 7: Taux de réussite 1999-2009.....	17
Table 8: Panier alimentaire en grammes par enfant et par jour	21
Table 9: Nombre Moyen de repas par jour (Aout 201), par Zones	21
Table 10: Indicateurs de sécurité alimentaire, par zones et catégories de vulnérabilité	22
Table 11: Nombre de jours planifiées contre nombre de jours effectivement fonctionnels pour les cantines scolaires	23
Table 12: Nombre de jours d'ouverture des cantines scolaires 2009/10 dans l'échantillon	23
Table 13: Indicateurs sur le transfert de valeurs – seulement pour les écoles a cantines.....	24
Table 14: Appréciation de la valeur ajoutée des 25 FCFA, par type de vulnérabilité..	25
Table 15: Revenus et dépenses scolaires by par niveaux de vulnérabilité.....	25
Table 16: Distance d'un ménage de l'école par zone de contrôle et zone de test	30

Liste des Figures

Figure 1: Localisation des écoles tirées au hasard par cette évaluation	2
Figure 2: PIP/CS Mécanisme	8
Figure 3: Calendrier des principaux événements et des principales opérations du PAM (1999-2010)	10
Figure 4: PAM Contributions a la Côte d'Ivoire 2001-2009 (en dollars)	11
Figure 5: Support aux cantines scolaires	11
Figure 6: Niveaux de vulnérabilité par zones avec cantines et zone sans cantines. ...	12
Figure 7: Pourcentage d'enfants qui ont été a l'école en 2009/10	15
Figure 8: Pourcentage d'enfants qui n'ont jamais fréquenté l'école 2009/10	15
Figure 9: Niveaux d'inscription des filles et des garçons 2009/10	16
Figure 10: Niveau de réussite des Elèves par catégorie de vulnérabilité	18
Figure 11: Niveaux de réussite par Age, par Zone, et par écoles avec cantines et écoles sans cantines	19

Fiche d'Information: programmes d'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire (PAM)

No. Projet	Type	Calendrier	Date de Fin (réelle)	Titre	Coûts Total du PAM	% Financés
3358,2	DEV	Oct. 1998 Sept 2002	Mar 2004	Soutien aux programmes communautaires	5.610.836	88%
10244,0	EMOP	Nov. 2002 Jan 2003	Jan 2004	Les troubles civils en Côte d'Ivoire et les implications régionales	6.894.969	69%
10244,1	EMOP Régional	May 2003 Déc. 2003	Fév. 2005	Une aide alimentaire ciblée aux personnes touchées par la crise ivoirienne	43.378.653	81%
10372,0	PRRO Régional	Jan 2005 Déc. 2005	Juil. 2007	Crise ivoirienne et l'impact régional	69.630.413	87%
10672,0	PRRO	Juil. 2007 Déc. 2008	N/A	Assistance aux populations affectées par la longue crise en Côte d'Ivoire	78.407.798	60%
10759,0	DEV	Jan 2009 Déc. 2013	N/A	Soutien à l'alimentation scolaire durable	11.617.439	19%



Principaux partenaires

- ✓ Les enfants des écoles et de leurs familles
- ✓ Parents et enseignants
- ✓ Direction Nationale des Cantines (DNC)
- ✓ Ministère du Développement Rural
- ✓ Les organismes privés à but non lucratif
- ✓ Agences des Nations Unies
- ✓ PAM

Principaux donateurs

- ✓ Canada
- ✓ Commission européenne
- ✓ France
- ✓ Allemagne
- ✓ Japon
- ✓ Multilatéral
- ✓ UNCERF
- ✓ États-Unis

Source: Document de Projet, SPR. *Les tableaux pour les projets régionaux concernent seulement Côte d'Ivoire.

Rapport Succinct

Contexte

Caractéristiques de l'évaluation

1. La présente évaluation est la quatrième d'une série d'évaluations de l'impact du programme d'alimentation scolaire appuyées sur une méthodologie mixte, exécutées sous la responsabilité du Bureau de l'évaluation du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et visant à renforcer l'obligation redditionnelle et l'apprentissage. Elle poursuit les objectifs suivants:

- i) évaluer la pertinence et l'efficacité de l'alimentation scolaire en contexte instable;
- ii) évaluer les effets directs et les impacts obtenus avec, comme cadre de référence, la nouvelle vision adoptée par le PAM de l'alimentation scolaire comme mécanisme de protection sociale;
- iii) déterminer les modifications à apporter afin d'améliorer la pertinence et l'efficacité de l'alimentation scolaire en contexte instable.

2. Depuis 2002, la Côte d'Ivoire est divisée en deux zones: la zone sud, contrôlée par le gouvernement, et la zone du Centre-Nord-Ouest (CNO) où se trouvaient basés les rebelles des Forces nouvelles (voir la carte à l'annexe). L'évaluation a été conçue de manière à apprécier l'impact dans les deux zones.

3. La méthodologie mixte retenue prévoyait un examen des documents et des données existants sur la question, parallèlement à des enquêtes réalisées auprès de 1 260 ménages représentatifs, sélectionnés de façon aléatoire au moyen d'un processus d'échantillonnage à deux étapes. La moitié des ménages interrogés appartenaient à une trentaine de communautés, également sélectionnées de façon aléatoire, établies dans des circonscriptions bénéficiant de l'appui du PAM à la faveur d'opérations relatives à l'alimentation scolaire et que l'on qualifiera de "communautés avec prestations"; l'autre moitié des ménages interrogés appartenaient à 30 communautés des mêmes districts mais situées dans des circonscriptions ne disposant pas du tout de cantines scolaires, et que l'on appellera les "communautés sans prestations". La comparaison entre ces communautés a facilité la détermination des résultats obtenus par le programme.

4. Les enquêtes de terrain relatives à l'évaluation ont été interrompues par l'annonce soudaine de la tenue d'élections en Côte d'Ivoire et par la crise politique qui s'est ensuivie. Il a donc fallu renoncer aux entrevues et à la tenue de groupes de discussion qui avaient été programmées dans les écoles avec un large éventail de parties prenantes, et les remplacer par des consultations téléphoniques, ce qui a considérablement restreint la portée et la rigueur de l'évaluation relativement à sa conception initiale.

5. L'unité centrale d'analyse utilisée pour l'évaluation de l'impact était le ménage. Les données ont été analysées selon deux démarches: i) la comparaison entre les communautés avec prestations et les communautés sans prestations à l'intérieur d'une même zone, à savoir le sud ou le CNO; ii) la comparaison entre les réponses données par les ménages dans les circonscriptions avec prestations et les circonscriptions dans les deux zones. En outre, l'évaluation a regroupé les ménages en fonction de leur niveau de vulnérabilité afin de faire ressortir les éventuelles variations d'impact en fonction du degré de vulnérabilité du groupe.

Contexte national

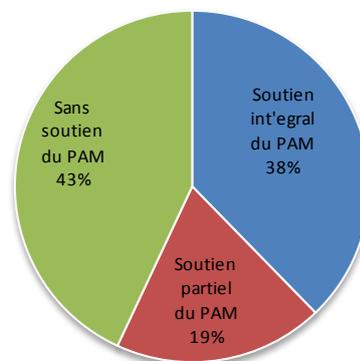
6. Pendant les trois décennies qui ont suivi son indépendance obtenue en 1960, la Côte d'Ivoire a été l'un des pays les plus prospères de la région, comme le confirmait le niveau élevé de ses indicateurs du développement humain. Toutefois, en 2009, le pays était tombé au 163^e rang sur 182 pays au classement de l'Indice de développement humain. Selon les données issues de l'enquête sur le niveau de vie menée par le Gouvernement en 2008, la proportion de la population classée dans la catégorie "pauvres" est passée de 38,4 pour cent en 2002 à 50 pour cent en 2007.

7. Tout au long de la période couverte par l'évaluation, le cadre sociopolitique de la Côte d'Ivoire a été soumis à des bouleversements ininterrompus aux quatre coins du pays. Ce phénomène est illustré par le nombre d'écoles primaires en mesure de fonctionner dans le pays, qui est tombé de 8 975 en 2001, à 5 784 en 2003; au cours de l'année scolaire 2006/07, l'optimisme suscité par les perspectives de paix a entraîné un mouvement de réouverture des écoles, dont le nombre a atteint 9 106, et l'on recensait, pour l'année scolaire 2009/10, un total de 10 009 établissements primaires capables d'accueillir les élèves. Toutefois, à la veille des élections de 2010 et pendant la crise qui leur a succédé, les écoles sont restées fermées.

Appui apporté par le PAM au programme d'alimentation scolaire (de 1999/2000 à 2009/2010)

8. De 1998 à 2002, l'assistance dispensée par le PAM au profit de l'éducation a été intégrée au plan national de développement du secteur éducatif¹ et au programme gouvernemental de pérennisation des cantines scolaires², qui représentait l'un des premiers modèles de programme d'alimentation scolaire issue de la production locale. Ce programme, administré par la Direction nationale des cantines scolaires (DNCS) relevant du Ministère de l'éducation selon le concept "une école, une cantine", prévoit le transfert graduel de la responsabilité de la gestion du programme d'alimentation scolaire aux communautés, par le truchement des comités de village. Au lendemain de la crise de septembre 2002, l'exécution normale du programme d'alimentation scolaire par la DNCS avec l'appui du PAM a été limitée aux écoles du sud du pays. Afin de compléter ces activités, le PAM a incorporé l'alimentation scolaire à deux opérations d'urgence menées successivement dans le pays afin de protéger le patrimoine humain et les avoirs productifs, en attendant que soient apportées des solutions à la crise politique et sécuritaire. Dans le CNO, ces initiatives ont été mises en œuvre par le PAM en coopération avec des organisations non gouvernementales (ONG) partenaires. Ce dispositif double a été maintenu au cours de deux interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR) portant sur l'ensemble du pays, appliquées en succession entre 2005 et 2009 et qui visaient à atténuer les conséquences de la crise. La figure 2 présente un calendrier des principaux événements externes ainsi que de l'évolution des opérations du PAM au cours de la dernière décennie.

Figure 1 Pourcentage des cantines scolaires bénéficiant du soutien du PAM



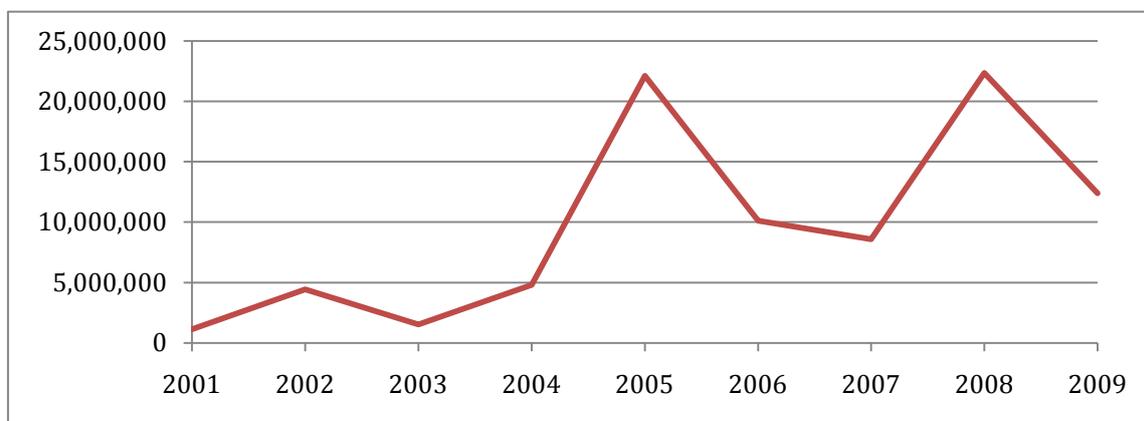
¹ Gouvernement de la Côte d'Ivoire. 1998. Plan National de Développement du secteur Éducation/Formation. Abidjan.

² Gouvernement de la Côte d'Ivoire. Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires. Abidjan.

9. Pour l'ensemble des deux zones concernées, l'assistance fournie par le PAM couvre entre 70 et 90 pour cent des écoles participant au programme d'alimentation scolaire. Au cours de l'année scolaire 2009/2010, on estime à un peu plus de 50 pour cent la proportion des écoles du pays qui participaient à ce programme. La figure 3 indique le montant des contributions du PAM à la Côte d'Ivoire de 2001 à 2009, sans toutefois indiquer le pourcentage consacré à l'alimentation scolaire.

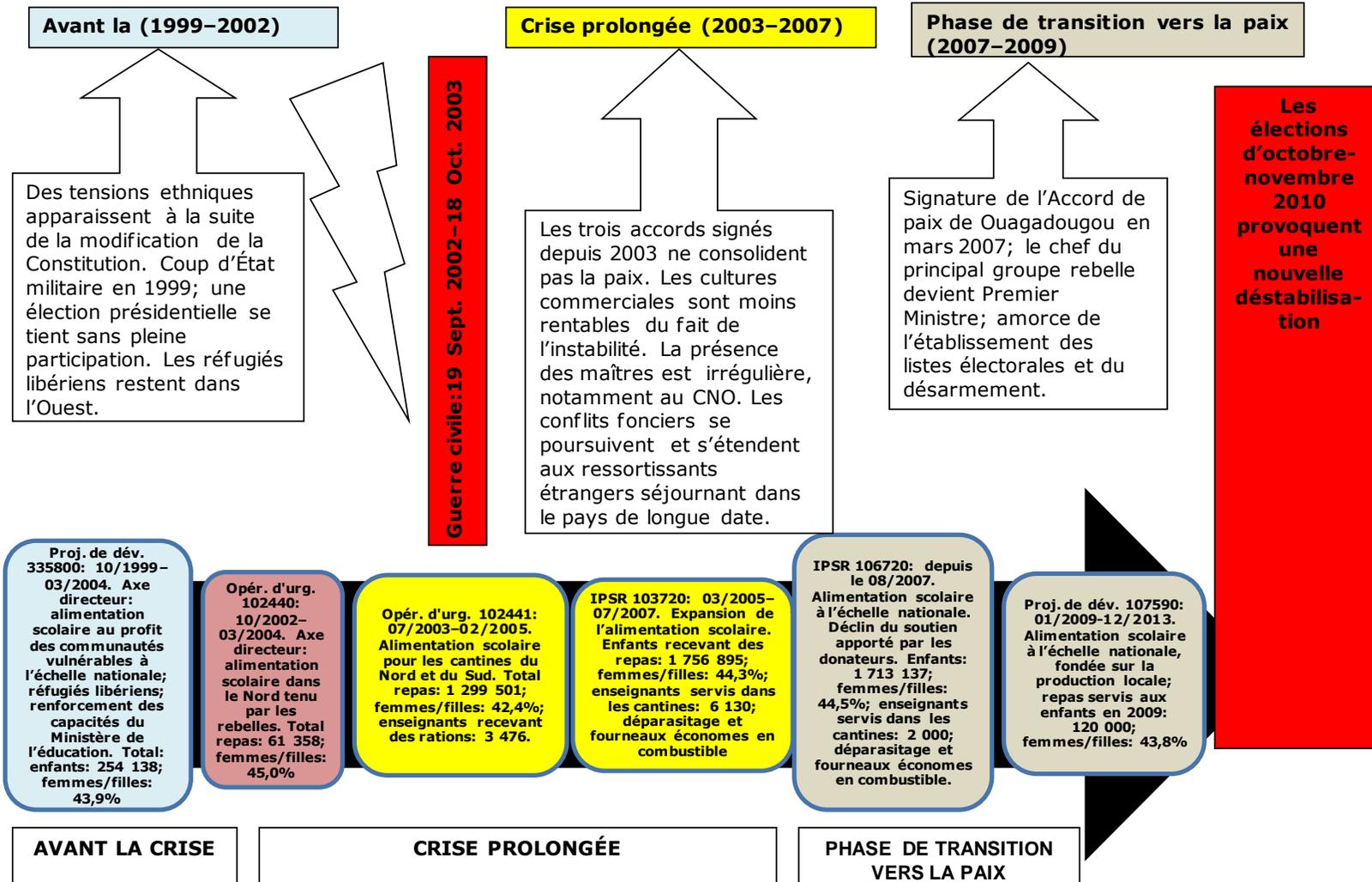
10. En 2009, le programme de pérennisation de l'alimentation scolaire a été une fois de plus érigé en priorité dans le cadre du nouveau projet de développement du PAM (107590). On dénombre aujourd'hui, à l'échelle du pays, 229 entités assurant une alimentation scolaire issue de la production locale; il convient toutefois de préciser que moins de 5 pour cent d'entre elles sont parvenues à l'autosuffisance intégrale.

Contributions du PAM à la Côte d'Ivoire pour la période 2001–2009
(en dollars)



11. Depuis les années 80, la stratégie de pérennisation de l'alimentation scolaire comporte un élément central: il est demandé aux élèves une participation de 25 francs CFA par repas scolaire (soit environ 0,05 dollar). Les comités de gestion des établissements scolaires ont été invités à trouver des modalités permettant aux enfants des ménages les plus vulnérables de maintenir leur participation.

Calendrier des principaux événements et des principales opérations du PAM (1999-2010)



Effets directs et impact de l'alimentation scolaire.

Éducation et apprentissage

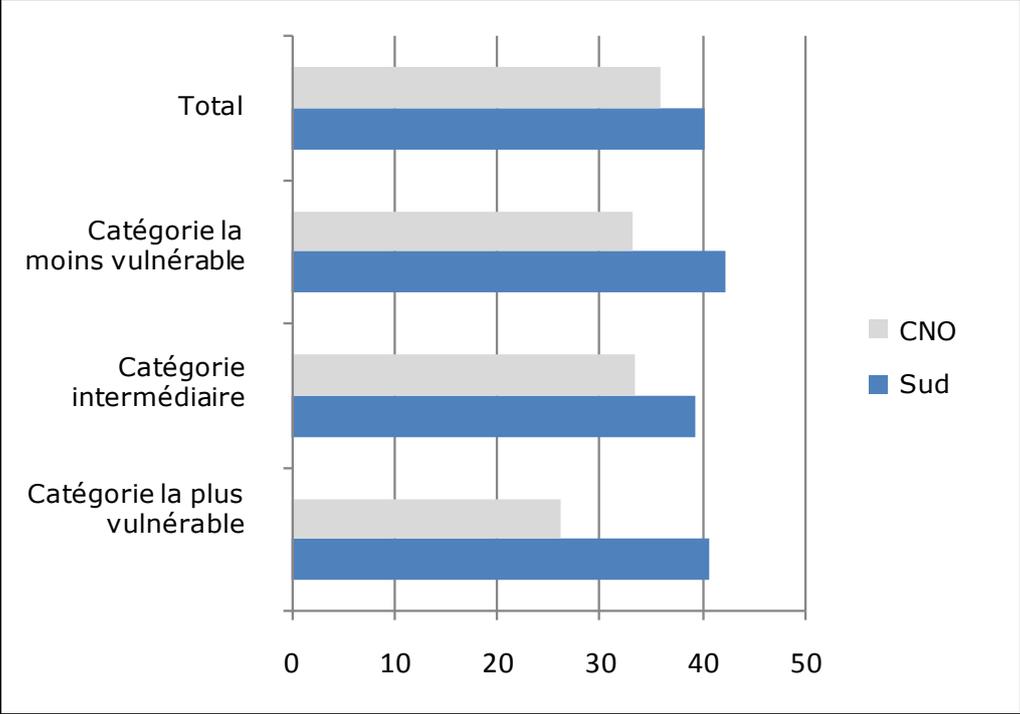
12. Selon les données recueillies par les organismes des Nations Unies, entre 2003 et 2009, le nombre des inscriptions dans les établissements primaires à l'échelon national est tombé de 92 à 81 pour cent pour les garçons et de 70 à 64 pour cent pour les filles. L'évaluation n'a pas relevé de différences à valeur statistique entre les taux d'inscription des enfants de circonscriptions scolaires recevant des prestations et ceux des enfants de circonscriptions scolaires sans prestations, cette observation valant pour le sud comme pour le CNO. Cependant, si l'on opère une ventilation en trois catégories de vulnérabilité, les données recueillies au niveau des ménages révèlent qu'environ 17 pour cent des enfants en âge de fréquenter l'école primaire provenant des ménages les plus vulnérables n'ont jamais été inscrits, contre 11 pour cent dans les ménages les moins vulnérables. Là encore, il n'existe pas de différence statistiquement significative entre les ménages des circonscriptions recevant des prestations et ceux des circonscriptions sans prestations.

13. Les statistiques de la Banque mondiale concernant le secteur éducatif pour la période d'évaluation font état d'un taux d'achèvement du cycle scolaire très bas, allant de 41 pour cent en 1999 à 46 pour cent en 2009. Il convient de préciser que, pour l'ensemble de la période, le taux d'achèvement des filles plafonne à deux tiers de celui atteint par les garçons, et que les taux d'abandon scolaire restent à un niveau inacceptable de 20 pour cent.

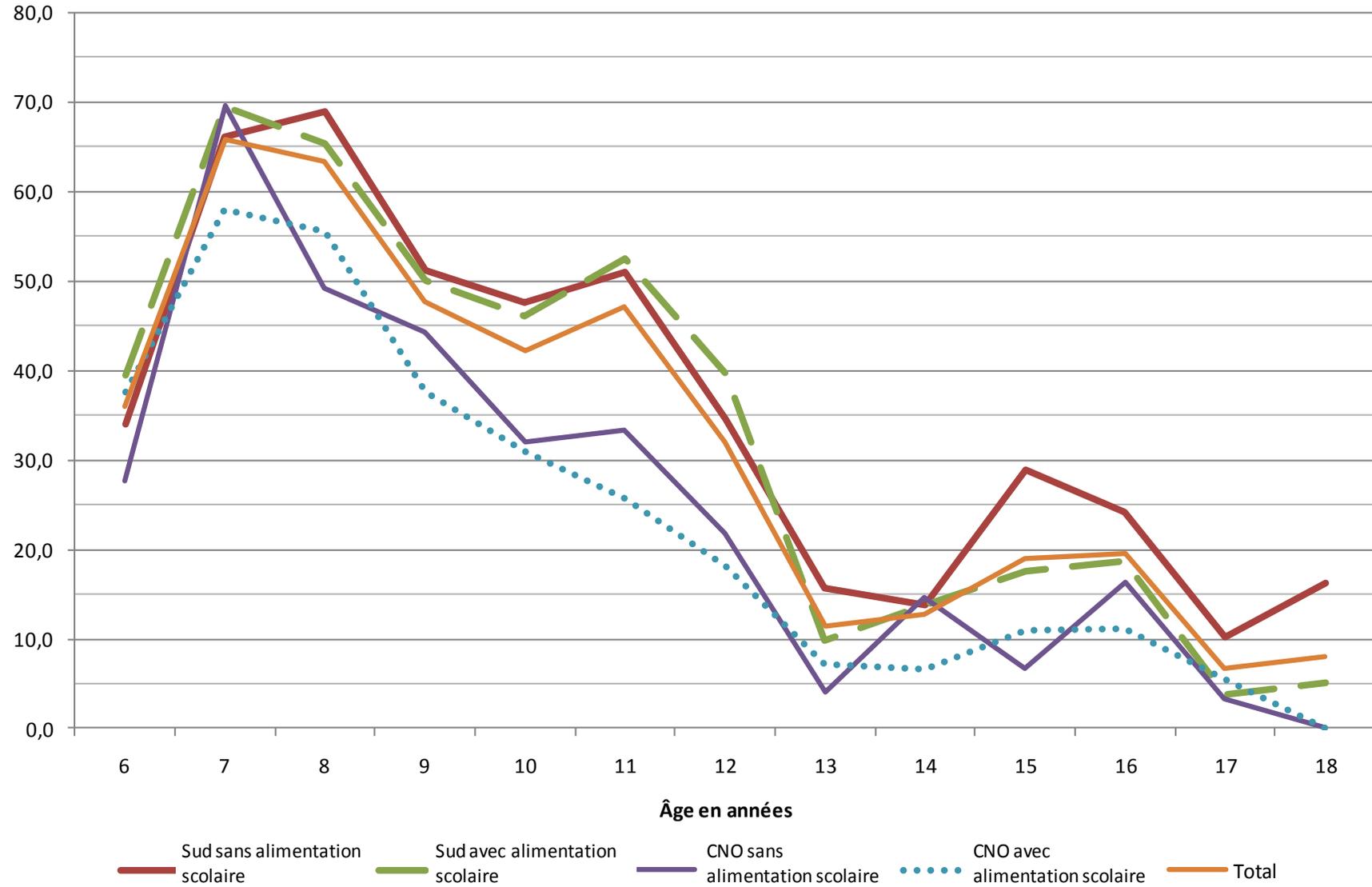
14. Les données obtenues au niveau des ménages dans le cadre de l'évaluation révèlent que le taux de passage des élèves à l'année supérieure a enregistré un recul marqué à des étapes charnières du cycle éducatif, à savoir l'âge où l'enfant est en mesure d'assumer des responsabilités au sein du foyer, et celui où les parents considèrent que leur enfant a atteint un niveau d'instruction suffisant. Ces étapes critiques sont atteintes plus tôt dans le CNO que dans le sud; en revanche, l'on n'a pas observé de différence entre les groupes bénéficiant des prestations et les autres.

15. En moyenne, environ un tiers seulement des enfants d'âge scolaire atteignaient un niveau d'instruction correspondant à leur âge, et les enfants des ménages les plus vulnérables avaient moins de chances d'y parvenir que ceux appartenant à des ménages modérément ou moins vulnérables. En outre, dans le CNO, les enfants de ménages appartenant à toutes les catégories de vulnérabilité avaient obtenu des taux de réalisation inférieurs à ceux des enfants des ménages les plus vulnérables de la partie sud du pays. Enfin, les taux d'achèvement du cycle scolaire, dans le sud, représentaient pratiquement le double de ceux du CNO, qu'il s'agisse des groupes à prestations ou des groupes sans prestations.

Niveau d'instruction atteint (approprié à l'âge de l'élève) par catégorie de vulnérabilité



Niveau d'instruction atteint, par âge, zone et catégorie avec/sans prestations



Nutrition

16. L'amélioration nutritionnelle ne constituait pas un objectif explicite du soutien apporté par le PAM au programme d'alimentation scolaire. De plus, les activités des cantines scolaires sont interrompues depuis juin 2010, ce qui ôte toute signification à une comparaison de la diversification du régime alimentaire et de la consommation alimentaire des ménages³ entre les deux catégories observées, à savoir les groupes à prestations et les groupes sans prestations.

17. Les assortiments alimentaires distribués durant la période d'évaluation ont varié en fonction du moment et du lieu, et leur distribution n'était pas régulière. Par suite des lacunes dans les données du pays, il n'a pas été possible d'analyser de façon systématique la composition des rations. En outre, la crise politique de 2010 a empêché l'équipe d'évaluation de vérifier le contenu des rations actuellement distribuées.

18. Les évaluateurs ont néanmoins constaté qu'en moyenne, les ménages du CNO consommaient davantage de repas par jour que ceux du Sud, tandis que les ménages les plus vulnérables des deux zones bénéficiaient d'un régime alimentaire nettement moins varié – pour les adultes comme pour les enfants – et qu'ils consommaient moins de repas par jour que les autres ménages. En outre, les moyennes enregistrées dans le CNO étaient inférieures à celles relevées dans le sud pour toutes les catégories de vulnérabilité, à l'exception du nombre de repas consommés par les ménages les moins vulnérables, pour lesquels il n'y avait pas de différence statistiquement significative entre les deux zones.

Transfert de valeur

19. L'interruption des travaux de terrain a empêché de calculer la valeur des denrées alimentaires transférées. Cependant, dans le sud du pays comme dans le CNO, les deux avantages le plus communément cités de l'alimentation scolaire étaient, d'une part, les économies de nourriture ou d'argent qu'elle permettait aux ménages bénéficiaires, et, d'autre part, le temps gagné par les adultes, qui pouvaient ainsi se consacrer à des activités productives et génératrices de revenus. Les ménages se situant dans la catégorie la plus vulnérable étaient ceux pour qui l'alimentation scolaire présentait les avantages les plus marqués.

20. Environ la moitié des ménages dépensaient moins pour l'achat de denrées alimentaires les jours d'ouverture des cantines scolaires, et ce indépendamment de leur niveau de vulnérabilité; cependant, entre 30 et 40 pour cent d'entre eux dépensaient autant que les jours où les cantines étaient fermées. Toutefois, 52 pour cent des ménages les plus vulnérables continuaient de préparer des déjeuners pour les enfants, tandis que 38 pour cent s'en absteinaient. Du fait de l'interruption du travail de terrain, l'équipe d'évaluation n'a pas été en mesure d'approfondir les raisons pour lesquelles ces ménages continuaient de préparer des repas, mais on peut supposer que les repas servis dans les cantines ne correspondaient pas aux habitudes culturelles des familles, ou que ces dernières n'étaient pas certaines qu'un repas serait servi à l'école. Il faudrait, pour déterminer avec certitude les raisons de

³ Il s'agit d'indicateurs indirects utilisés pour mesurer les résultats nutritionnels.

ce comportement, pouvoir organiser des groupes de consultation avec les parents et les enfants.

21. Les ménages appartenant à la catégorie la plus vulnérable étaient plus enclins que les ménages des deux autres catégories à considérer comme justifié le prix réclamé pour les repas servis à la cantine, dans les cas où ils disposaient des 25 francs CFA nécessaires. Cependant, une évaluation menée en 1992 du Programme de cantines scolaires du secteur primaire (1989–1993) avait relevé que, dans les cas où les repas disponibles étaient moins nombreux que les enfants présents à l'école, ce montant de 25 francs CFA était peut-être devenu le principal facteur départageant effectivement les enfants ayant ou n'ayant pas accès aux rations. En conséquence, celles-ci n'étaient pas toujours distribuées aux mêmes enfants – à titre d'exemple, le montant nécessaire pouvait être donné par roulement aux enfants d'une même famille –, ce qui nuisait aux objectifs poursuivis en matière d'apprentissage, de dispositifs de protection sociale et de nutrition. En outre, les ménages les plus vulnérables et ne disposant, dans le meilleur des cas, que de faibles montants d'argent en espèces, tendaient à être exclus. L'évaluation de 1992, tout en reconnaissant l'importance du principe, avait recommandé que le montant perçu soit réduit à 15 francs CFA dans les régions les plus pauvres. Cependant, l'évaluation menée en 2009 dans le cadre de l'IPSR 106720 a constaté que les écoles continuaient de percevoir 25 francs CFA pour le repas, en y ajoutant d'autres frais, si bien que les ménages extrêmement vulnérables perdaient l'accès aux repas scolaires.

22. En dépit du fait que la DNCS avait donné comme directive aux écoles de créer des caisses garantissant l'accès à la cantine scolaire aux enfants appartenant aux ménages les plus vulnérables, il ne semble pas que cette mesure ait suffi à obtenir le résultat souhaité.

23. D'après les estimations faites par les parents concernant les frais annuels de scolarisation d'un enfant, il n'y avait pas d'écart significatif selon que les ménages appartenaient à une communauté "avec prestations" ou à une communauté "sans prestations". Cependant, des différences ont été constatées en fonction du niveau de vulnérabilité: ainsi, la dépense par enfant pour les ménages les plus vulnérables était de 15 159 francs CFA (soit environ 30 dollars), contre 23 903 francs CFA (50 dollars) pour les moins vulnérables, soit environ 60 pour cent de plus.

24. Compte tenu du fait que les ménages les plus vulnérables ont un revenu mensuel moyen par personne d'environ 14 dollars, il leur a peut-être fallu, pour des raisons d'économie, opérer un choix entre celui ou ceux de leurs enfants à qui reviendrait le repas scolaire. Ainsi, la cotisation perçue pour ce dernier risque d'être une double désincitation à envoyer les enfants à l'école, étant donné que le ménage doit non seulement payer le prix du repas, mais aussi se passer du travail que fournirait l'enfant resté au foyer, travail souvent axé sur la production ou la transformation de nourriture.

Modalités de l'impact de l'alimentation scolaire

Rôle des facteurs contextuels échappant au contrôle du PAM

25. La guerre civile a influencé les résultats en profondeur et de différentes façons. En premier lieu, du fait de l'interruption des financements étatiques, les services sociaux du CNO se sont trouvés gravement perturbés. Les parents d'élèves,

eux-mêmes en difficulté, ont dû se cotiser pour préserver le fonctionnement des écoles. En deuxième lieu, l'instabilité persistante avait porté atteinte aux moyens d'existence, notamment pour les familles vivant de cultures commerciales et d'autres activités liées aux marchés. En troisième lieu, les vols et les extorsions perpétrés aux postes de contrôle routiers par les factions des deux bords alourdissaient les coûts d'acheminement des produits aux marchés; en outre, des organisations indépendantes⁴ ont apporté la preuve de violations très répandues des droits de la personne, sous forme de sévices, d'assassinats et de viols, tant dans le sud du pays que dans le CNO. Quant à l'appareil judiciaire, corrompu ou absent, il laissait les coupables libres de poursuivre leur méfaits dans l'impunité.⁵

26. Sous l'effet conjugué des pertes de gains et des menaces à la sécurité physique, la production agricole est passée des cultures commerciales aux cultures vivrières, ce qui a par ailleurs réduit la demande de main-d'œuvre journalière, privant ainsi les ménages les plus vulnérables d'une source essentielle de revenus. Ce surcroît de vulnérabilité entravait encore plus la capacité des familles d'envoyer leurs enfants à l'école, parallèlement à un creusement de l'écart entre les ménages les plus vulnérables et leurs homologues moins vulnérables s'agissant des revenus. On a pu observer que les motifs pour lesquels les familles renonçaient à la scolarisation varient en fonction de la catégorie de vulnérabilité: ainsi, les parents du groupe le moins vulnérable avançaient entre autres que leur enfant n'était "pas encore en âge de fréquenter l'école", tandis que ceux du groupe le plus vulnérable invoquaient surtout des raisons d'ordre financier ou culturel. Plus d'un tiers d'entre eux déclaraient que l'école était hors de portée de leurs moyens, et plus de 10 pour cent n'autorisaient pas leurs enfants à aller à l'école.

27. Les ménages les plus vulnérables avaient été contraints de retirer leurs enfants de l'école, notamment lors des périodes critiques du cycle agricole. Mais il a également été démontré que des enfants avaient été recrutés par les forces rebelles et par les milices, ce qui rendait difficile leur réadaptation à une scolarisation paisible une fois les écoles rouvertes. L'influence de tels facteurs sur les décisions prises par les familles est évidente: les enfants de ménages moins vulnérables ont nettement plus de chances d'atteindre un niveau d'instruction correspondant à leur âge que leurs homologues des foyers les plus vulnérables.

28. Au cours de la décennie sur laquelle a porté l'évaluation, le soutien accordé par les donateurs a fluctué. La persistance du conflit, coïncidant avec une période de catastrophes naturelles majeures dans le monde entier, rendait difficile l'obtention d'engagements de la part des donateurs, notamment après la signature de l'Accord Ouagadougou en 2007. Au moment même où la confiance de la population dans les perspectives de retour à la normale atteignait son point culminant et où les parents retrouvaient leur détermination à donner une instruction à leurs enfants, l'on a vu chuter à 60 pour cent le soutien accordé par les donateurs; le volume des approvisionnements disponibles s'en est trouvé réduit, tout comme, de ce fait, le nombre des jours de distribution de repas scolaire.

⁴ Amnesty International et Human Rights Watch.

⁵ Dix-huitième rapport du Secrétaire Général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2008/645, 13 octobre 2008).

Rôle des facteurs de mise en œuvre relevant du PAM

29. Les réponses données par les ménages interrogés au cours de l'évaluation révèlent qu'en moyenne, 29 pour cent seulement d'entre eux avaient un enfant ayant quotidiennement bénéficié, au cours du mois écoulé, des repas servis à l'école. Ce constat ne variait pas de façon marquée d'une zone à l'autre. Les sondages téléphoniques ont indiqué que le pourcentage des jours d'école au cours desquels des repas avaient été servis pendant l'année scolaire 2009/10 était, en moyenne, légèrement inférieur à 45 pour cent dans le CNO et à peine supérieur à 50 pour cent dans le sud. En règle générale, lorsqu'aucun repas n'était servi à l'école, les enfants en bas âge quittaient l'établissement à l'heure du déjeuner, pour ne pas y retourner, tandis que les plus grands reprenaient le chemin de l'école après déjeuner – lorsqu'ils n'y restaient pas, se passant de repas.

30. Au cours de la période d'instabilité prolongée, la stratégie du PAM a consisté à conserver son appui à la politique gouvernementale dite "une école, une cantine". À mesure que commençait à se faire sentir la lassitude des donateurs au lendemain des accords de paix de Ouagadougou, l'insuffisance des stocks alimentaires, conjuguée à la décision de continuer à desservir le même nombre d'établissements scolaires en réduisant les rations plutôt que de sélectionner un nombre plus réduit d'écoles, a entraîné la dégradation du service fourni et des effets directs obtenus dans le cadre du projet. Selon des informations particulièrement autorisées, suite à la décision de continuer à servir du riz dans les écoles du sud mais pas dans celles du CNO, certaines communautés ont eu le sentiment que le Gouvernement favorisait le sud du pays.

Interaction entre les facteurs contextuels et ceux liés à la mise en œuvre

31. Avec le déclenchement de la crise en septembre 2002, les facteurs contextuels sont entrés en contact avec les facteurs internes liés à la mise en œuvre dans le CNO, avec trois conséquences négatives: i) les fonctionnaires gouvernementaux optaient souvent pour une relocalisation dans le sud, ou bien ils ne percevaient pas leur salaire, ce qui alourdissait le fardeau pesant sur les communautés, forcées de verser leur traitement aux enseignants ou de prévoir une rémunération pour des enseignants bénévoles; ii) dans un premier temps, les écoles dans les zones tenues par les rebelles ont été fermées, et une fois rouvertes, elles ne disposaient pas des stocks nécessaires à un service quotidien de cantine scolaire, ni des ressources voulues pour dispenser un enseignement de qualité; iii) les restrictions sévères imposées à la circulation des personnes par suite de l'insécurité entravaient les stratégies d'adaptation adoptées par les ménages et privaient ceux-ci des ressources nécessaires pour satisfaire tous leurs besoins de main-d'œuvre et envoyer leurs enfants à l'école.

32. Des conversations informelles avec des membres de la communauté ont fait apparaître qu'une fois les denrées distribuées aux inspections locales du secteur primaire afin d'être prélevées par les représentants communautaires, le suivi des stocks alimentaires laissait à désirer. Compte tenu de l'insécurité régnante, il était difficile aux surveillants extérieurs d'assurer le respect des modalités du programme lorsque les inspections locales ne fonctionnaient pas de façon irréprochable, ou lorsque les ONG distribuaient les stocks alimentaires aux communautés; quant aux

parents et aux enseignants, ils ne se sentaient pas mandatés pour veiller à la bonne utilisation des stocks alimentaires.

Conclusions

33. Le programme d'alimentation scolaire tel que conçu avant le déclenchement de la crise, était en phase avec les besoins de l'époque et apportait un appui indéniable à la volonté gouvernementale d'améliorer les taux d'inscription et de réussite scolaire, notamment pour les filles, par le truchement de la politique "une école, une cantine". Cependant, à mesure que l'instabilité perdurait au-delà de la phase d'urgence, les instruments dont disposait le PAM ainsi que les relations qu'il entretenait avec la DNCS ne suffisaient plus à soutenir l'obtention des résultats escomptés en matière d'éducation et de dispositifs de protection sociale.

34. En dépit du fait que les opérations du PAM fournissaient des repas, au moyen d'aliments enrichis, à un nombre très important d'enfants du CNO et du sud du pays, le nombre total et la régularité des repas fournis quotidiennement ne suffisaient pas à stimuler la scolarisation, la fréquentation et l'achèvement du cycle scolaire. Ainsi, il n'existait pas de différence dans les taux de scolarisation et les niveaux de résultat obtenus entre les catégories bénéficiant de prestations et les autres, que ce soit dans le sud du pays ou dans le CNO. Par ailleurs, les filles continuaient d'accuser un retard par rapport aux garçons en matière d'achèvement du cycle scolaire primaire. Il n'a pas été possible de mesurer les impacts nutritionnels potentiels étant donné que les cantines scolaires avaient cessé de fonctionner en juin 2010, avant le démarrage du travail d'évaluation sur le terrain. Il n'a pas été démontré de façon probante que les repas scolaires conféraient un avantage marqué aux ménages sous forme de transfert de valeur, notamment aux plus vulnérables – pour ces derniers, le service de repas scolaires n'étant pas garanti, le choix en faveur de l'instruction de l'enfant et au détriment de l'aide qu'il pouvait apporter au ménage était trop coûteux, si bien qu'ils renonçaient à envoyer leurs enfants à l'école.

35. Les facteurs extérieurs liés à la persistance du conflit ont aussi lourdement pesé sur les résultats, car, en aggravant la vulnérabilité, ils ont réduit la capacité des ménages à donner une instruction à leurs enfants, notamment dans les foyers les plus vulnérables dont les revenus sont aujourd'hui bien inférieurs à ceux de leurs homologues moins vulnérables. Ainsi, si certaines familles ont perçu la restauration de l'alimentation scolaire comme un signe du retour à la normale, l'imprévisibilité de l'allocation des repas a néanmoins affaibli le potentiel de fidélisation scolaire.

36. Avant le déclenchement de la crise, le PAM était indéniablement fondé à appuyer la prise en main du programme par le Gouvernement. Celui-ci avait élaboré une stratégie de pérennisation que le PAM s'était engagé à appuyer jusqu'à ce que le programme d'alimentation scolaire, prenant appui sur la priorité accordée à la production vivrière de la communauté locale, parvienne à l'autosuffisance. Cependant, lorsque le Gouvernement s'est révélé incapable de contrôler 60 pour cent du territoire du pays et 40 pour cent de la population, la poursuite des objectifs du PAM en matière d'éducation, de parité entre les sexes et de dispositifs de protection sociale s'en est ressentie.

37. Compte tenu de la réduction du financement et de l'accroissement de la demande après 2007, le PAM a donné son accord à la décision prise par la DNCS de

servir le même nombre de repas tout en allégeant les portions, plutôt que de réduire le nombre des cantines scolaires approvisionnées; or, cette décision a également nuí aux résultats. De plus, tout au long de la période d'instabilité prolongée et d'aggravation des inégalités géographiques dans le pays, la distribution d'assortiments alimentaires différents selon les zones géographiques a peut-être engendré un sentiment d'inéquité.

38. La crise qui a éclaté en Côte d'Ivoire en 2010 a entraîné la fermeture des services d'enseignement et limité la capacité de l'équipe d'évaluation d'apprécier pleinement les répercussions de l'instabilité sociopolitique pour les ménages vulnérables. Tant que l'on n'aura pas réuni des informations plus approfondies par le biais d'évaluations de la vulnérabilité et de la sécurité des ménages en situation précaire, il ne sera pas possible de proposer de nouveaux modèles de coopération.

Recommandations

Recommandations relevant du domaine de responsabilité du PAM

39. **Recommandation 1:** recentrer le soutien à l'alimentation scolaire sur l'amélioration des taux de scolarisation, d'achèvement du cycle scolaire et de passage à l'année supérieure, notamment au bénéfice des ménages les plus vulnérables, une fois que la situation sociopolitique se sera stabilisée. Lorsque la crise actuelle aura été résolue, mener une étude permettant de mieux comprendre les causes sous-jacentes de la faible scolarisation des filles, de sorte que la stratégie retenue offre une réponse aux difficultés spécifiques que celles-ci doivent affronter.

40. **Recommandation 2:** améliorer la régularité du suivi participatif – assuré dans un premier temps par le personnel du PAM en vue d'être repris par les sous-comités de gestion des produits alimentaires au niveau de l'établissement scolaire –, afin que les communautés reprennent confiance dans l'engagement du PAM et de la DNCS envers les cantines scolaires et à l'égard de l'amélioration de l'accès à l'éducation, pour les filles en particulier.

41. **Recommandation 3:** réintroduire les rations à emporter à la maison ou les transferts monétaires pour les ménages extrêmement vulnérables durant la période de soudure et jusqu'à ce que les récoltes aient été rentrées, afin d'encourager les ménages à continuer d'envoyer leurs enfants à l'école plutôt que de les garder comme main-d'œuvre à un moment critique du cycle de production alimentaire.

Recommandations nécessitant une collaboration avec d'autres acteurs

42. **Recommandation 4:** renégocier la stratégie de ciblage avec la DNCS afin de veiller à ce que les enfants provenant des ménages les plus vulnérables aient accès à l'alimentation scolaire. La stratégie pourrait comprendre les éléments suivants: i) créer un fonds pour l'octroi de bourses, alimenté par une partie des 10 francs CFA actuellement remboursés par la DNCS pour chaque repas scolaire afin de couvrir les coûts opérationnels de l'alimentation scolaire, afin que les ménages les plus vulnérables aient accès aux repas scolaires; ou ii) mettre en œuvre, à l'échelle du pays, une politique garantissant l'accès des ménages les plus vulnérables aux repas scolaires.

43. **Recommandation 5:** harmoniser le taux de couverture avec les ressources disponibles. Lorsqu'il apparaît que ces ressources sont inférieures aux volumes

prévus, réduire le nombre des écoles prises en charge par le programme en accordant la priorité aux établissements situés dans les zones du pays les plus exposées à l'insécurité alimentaire et sociopolitique. Il importe de maintenir les filières d'approvisionnement pendant 90 pour cent des journées d'ouverture effective des écoles. Il faudra, pour cela, opérer une sélection judicieuse des communautés bénéficiaires de l'aide du PAM, en s'appuyant sur les résultats d'une évaluation d'envergure nationale de la sécurité et des risques dans le domaine alimentaire.

44. **Recommandation 6:** rétablir le fonctionnement des sous-comités de gestion des produits alimentaires dans les écoles, en renforçant leurs capacités de manière à ce qu'ils puissent assurer le suivi de l'alimentation scolaire et tenir la DNCS comptable de ses responsabilités en ce qui a trait à la qualité et à la quantité des volumes livrés, afin de préserver l'efficacité et l'efficacé du système, ainsi que la confiance des communautés envers ce dernier.

45. **Recommandation 7:** en collaboration avec la DNCS et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, mettre sur pied un ensemble d'activités destinées aux groupes communautaires afin de pérenniser les cantines scolaires. La production vivrière destinée à être consommée dans les écoles n'est qu'une des options possibles; il convient donc d'explorer d'autres solutions, notamment à l'intention des communautés périurbaines et de celles où règnent des tensions en matière de propriété foncière.

46. **Recommandation 8:** lorsque la période de soudure et la saison des récoltes coïncident avec les vacances scolaires, négocier avec la DNCS la possibilité d'offrir aux jeunes ayant abandonné l'école, des cours de préparation à la vie pratique en société, avec un appui du PAM sous forme de repas scolaires et de rations à emporter afin d'encourager leur présence.

47. **Recommandation 9:** une fois la situation de crise suffisamment normalisée, répertorier les écoles pour lesquelles le taux d'achèvement du cycle scolaire est inférieur à la moyenne nationale/régionale et tenir des discussions de groupe avec un large éventail de parents, d'enseignants et d'anciens, afin de cerner les démarches permettant d'améliorer ces taux. Si c'est la qualité insuffisante de l'instruction qui constitue l'obstacle, recenser les organisations œuvrant dans le secteur éducatif de la région pour établir si elles sont disposées à incorporer les communautés concernées dans leur programmation – le PAM fournissant alors une assistance alimentaire.

48. **Recommandation 10:** en cas de persistance de la crise, le PAM devrait mener une évaluation rapide de la sécurité alimentaire, en organisant des groupes de consultation avec différents représentants – hommes, femmes et enfants – des différentes catégories de vulnérabilité des ménages, afin de déterminer dans quelle mesure les modalités actuelles d'alimentation scolaire sont pertinentes et quels sont les changements à apporter pour que l'alimentation scolaire fournisse un dispositif de protection sociale aux ménages les plus vulnérables. Un tel travail s'impose avant que l'on puisse déterminer la combinaison appropriée de moyens à mettre en œuvre – qu'il s'agisse des transferts monétaires, des rations à emporter, des biscuits ou des repas chauds servis à l'école – en vue d'encourager les ménages à poursuivre l'instruction des enfants en âge de fréquenter l'école primaire même en situation d'instabilité prolongée.

CARTE DE LA CÔTE D'IVOIRE APRÈS LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE LINAS-MARCOUSSIS



LEGENDE:

Zone contrôlée par le Gouvernement (Sud)

Zone non contrôlée par le Gouvernement (Forces nouvelles) – CNO

Zone tampon établie en 2003, transformée en zone de confiance aux termes de l'Accord de Ouagadougou de 2007

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

1. Introduction

1. Les Accords de Paix de Ouagadougou signés en 2007 ont jeté les bases d'un retour à la paix en Côte d'Ivoire. Le gouvernement avait demandé l'assistance du PAM à développer davantage sa capacité à mettre en œuvre sa politique d' «une école, une cantine» par une extension du projet de développement (DEV) 10 759 dans la moitié nord du pays.

2. La conception de l'évaluation initiale, telle que présentée dans les termes de référence (voir annexe 1) et développée dans le rapport initial n'a pas pu être mise en œuvre comme prévue initialement. Du fait que les écoles étaient fermées pour la plupart de la période écoulée depuis la mission préliminaire en Juin 2010, incluant la période des élections présidentielles, les différentes phases méthodologiques de cette étude n'ont pu être respectées. L'équipe d'évaluation n'était pas en mesure de retourner au pays pour tenir des discussions approfondies avec des groupes de parents d'élèves, d'enseignants, d'étudiants par rapport au sujet de la pertinence de l'alimentation scolaire et son incidence sur les niveaux de scolarisation et sur la valeur ajoutée de l'alimentation scolaire pour les ménages vulnérables.

3. Devant l'impossibilité de fait de conduire les autres étapes initialement prévues, le PAM a pris la décision de finaliser l'étude malgré tout en se basant sur les meilleures données disponibles complétées par des entretiens téléphoniques dans les sites retenus par l'échantillon aléatoire. Ces entretiens se sont déroulés dans une période de six semaines et ont permis d'obtenir les perceptions des membres de la communauté au sujet du programme au cours des 10 dernières ans.

4. Cette perturbation du calendrier de l'évaluation à la suite des derniers événements qu'a connue la Côte d'Ivoire, a conduit à un réaménagement des objectifs de l'étude en tenant compte de ce qui pouvait être raisonnablement accompli dans les limites du temps restant. La révision des objectifs s'est faite en commun accord avec le Bureau du PAM en Côte d'Ivoire et le Bureau d'Évaluation se trouvant à Rome. Cette nouvelle révision est consignée dans la matrice d'évaluation (voir Annexe 2):

- i. Évaluer la pertinence et l'efficacité du programme des cantines scolaires dans un environnement d'instabilité continue;
- ii. Évaluer les résultats obtenus par rapport à la vision nouvelle du PAM en matière d'alimentation scolaire en tant que filet de sécurité sociale avec les objectifs de transfert de la nutrition et de la valeur (même si elles n'étaient pas explicitement incluses dans la conception du programme initial);
- iii. Identifier les changements nécessaires à mettre en exergue pour accroître la pertinence et l'efficacité de l'alimentation scolaire dans un environnement instable.

5. Cette évaluation couvre une période de 10 ans allant de 1999 à 2009. L'Annexe 3 montre le cadre logique de ce programme et les interventions stipulées dans les différents documents de projet. Le format est réadapté à partir des documents de politique générale de 2009 en matière de cantine scolaires qui intègrent d'anciens indicateurs et rajoute de nouveaux. Il présente également de nouveaux résultats à

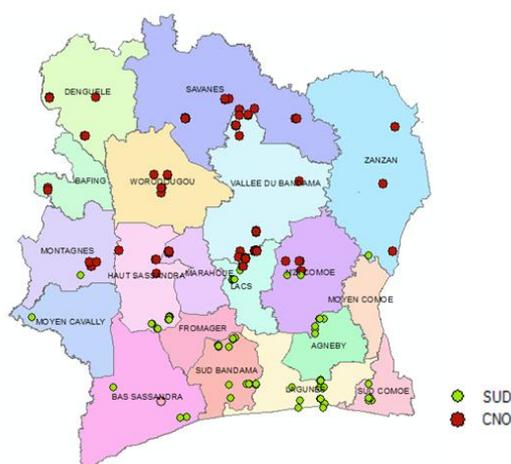
partir de la nouvelle politique dans ce domaine en connexion avec les opérations antérieures du PAM dans ce domaine.

6. Pour mieux cerner le champ d'investigation, deux zones ont été identifiées ayant divers niveaux d'insécurité alimentaire différents et d'accès aux infrastructures physiques et sociales ont été proposées par le PAM et l'équipe d'évaluation et approuvée par la Direction Nationale des Cantines Scolaires (DNCS). La zone Centre Nord-Ouest (CNO) représente la partie du pays qui était en dehors du contrôle du gouvernement pendant plus de 5 ans, tandis que le Sud représente la partie du pays sous contrôle gouvernemental depuis 1999⁶.

7. L'équipe d'évaluation a choisi au hasard 15 écoles dans chaque zone qui ont participé au programme des cantines scolaires, représentant également 15 communautés avec des écoles dans la même Inspection de l'Enseignement Primaire (IEP). Dans chaque IEP retenu, il y'a eu aussi un tirage au sort d'une école n'ayant pas bénéficié du programme des cantines scolaires. Ces écoles ont été prises comme groupe de contrôle pour l'évaluation. 1260 ménages ont été échantillonnés au hasard et interrogés dans les 60 communautés. Cela a permis à l'équipe d'évaluer les différentes tendances sur les effectifs des élèves, le niveau de participation des parents, la variabilité en termes de vulnérabilité des ménages, le taux de scolarisation des filles et l'impacte du programme sur ces différents indicateurs.

8. La carte ci-dessous schématise la position des communautés tirées au hasard. Voir Annexe 4 pour la liste détaillée des sites visités.

Figure 1: Localisation des écoles tirées au hasard par cette évaluation



9. Afin d'évaluer l'impact du programme sur la vulnérabilité des ménages, et de déterminer, dans la mesure du possible, le soubassement décisionnel de différents types de ménage, il a été procédé à la création d'un index de vulnérabilité pour chaque ménage enquêté. En procédant ainsi, cela a permis de déterminer si les ménages les plus vulnérables bénéficiaient plus, moins, ou également, des différents

⁶ Cet échantillonnage a fait l'objet de concertation avec l'apport des différents partenaires de ce programme.

services du programme. L'annexe 6 fournit des informations détaillées sur le plan d'échantillonnage, la méthodologie et les questionnaires utilisés dans l'évaluation.

10. Du fait de la crise post-électorale, les données sur l'éducation ne pouvaient être vérifiées au niveau de l'école ou de l'IEP, mais elles ont été triangulées avec des données existantes provenant d'autres sources. Les entretiens téléphoniques ont également été utilisés pour recueillir des données historiques et contextuelles sur les écoles et les cantines.

1.1 LE CONTEXTE DE LA COTE D'IVOIRE

11. Les changements dans l'environnement socio-politique: Des bouleversements dans l'environnement socio-politique ont été constants tout au long de cette période allant de 1990 à nos jours. Le 24 Décembre, 1999 un coup d'Etat militaire renverse le gouvernement. Les élections tenues en 2000 ont entraîné un changement de leadership, mais les tensions augmentent lorsque le gouvernement a amendé la Constitution tendant à favoriser les ivoiriens de souche. Voici un calendrier répertoriant quelques dates critiques avec les changements intervenus: et les changements à l'environnement socio-politique sont présentés ci-dessous.

12. In En 2009, la Côte d'Ivoire a été classé comme pays à faible revenu et à déficit vivrier avec une population totale de 20,6 millions. Il est classé 163 sur 182 pays dans l'Indice de Développement Humain (IDH) 2009. Bien que le pourcentage de personnes vivant au-dessous de 2 dollars par jour est passé de 49.4 pour cent en 2001 à 46.8 pour cent en 2007. La progression de l'éducation vers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) a été lente. L'annexe 6 donne un résumé des indicateurs de base dans les pays depuis 2000.

13. L'insécurité alimentaire en milieu rural est la plus grave dans 4 régions de l'Ouest du pays ainsi que dans la région des Savanes, dans le centre et au du Nord. Toutefois, selon l'UNICEF, les plus forts pourcentages de l'insuffisance pondérale des moins de 5 ans (plus de 30 pour cent) est dans le nord-ouest du pays, y compris dans une région (Denguélé) qui a également des niveaux les plus bas de l'insécurité alimentaire qu'ailleurs.

14. Education: la part de l'éducation dans les dépenses publiques est passée de 27 pour cent en 1998 à 20.6 pour cent en 2006, avec 46.5 pour cent de ce budget qui va à l'enseignement primaire. Entre 2001 et 2003, le nombre d'écoles primaires dans le pays est passé de 8.975 à 5.784 et 9.106 écoles en 2006. En 2009, un total de 10.009 écoles était ouvert dans l'ensemble du territoire national.

Table 1: Calendrier et évènements intervenus

Date	Evènements
Sept. 19/02	Des soldats protestants contre la programmation de démobilisation tentent un coup d'Etat. La rébellion contrôle désormais près de 60 pour cent du territoire national, plus spécialement au centre et au Nord-Ouest du Pays ⁷ .
Oct. 18/02	Accord de paix de Linas-Marcoussis jan./03 est signé et des Nations Unies Conseil de sécurité autorise la poursuite des opérations en français et de la CEDEAO jusqu'au retour de la stabilité. Les combats se poursuivent entre les protagonistes
Jan./03	Accord de paix de Linas-Marcoussis signé. Les Nations Unies et le Conseil de sécurité autorisent la poursuite des opérations en conjonction avec la France et la CEDEAO. Cependant les combats se poursuivent malgré tout.
May-July/03	Un nouveau cessez-le feu est signé pour déclarer la fin de la guerre civile.
April/2003	Les examens scolaires sont annulés au nord et dans les régions du sud Ouest du pays.
Sept./03 -	Quatre partis politiques et trois ex-mouvements rebelles suspendent leur participation au gouvernement de réconciliation nationale en raison de la répression de leurs militants.
Feb./04	Le Conseil de sécurité s'engage à envoyer une force de maintien de la paix pour superviser le désarmement des forces de l'opposition et les élections présidentielles prévues pour Octobre 2005.
March, 2004	Les forces de sécurité ciblent des manifestants issus des régions du Nord. Les forces rebelles demandent à ce que le droit de manifester soit reconnu et le décret interdisant les manifestations dans les lieux publics est abrogé. Des combats éclatent à nouveau.
July-Aug./05	Signature de la convention d'Accra III qui consolide la mise en œuvre du processus de paix de Linas-Marcoussis. Toutes les parties conviennent de mettre en œuvre des réformes politiques prévues dans l'accord de 2003, y compris la participation à un gouvernement de coalition. Le Conseil de sécurité envoie une force de maintien de la paix pour superviser le processus de désarmement et assurer la sécurité pendant les élections de 2005. Des combats sporadiques se poursuivent et les Forces nouvelles se retirent de la coalition.
Apr./05	Le gouvernement et les rebelles signent l'Accord de Pretoria dans lequel les deux parties déclarent la fin des hostilités, les Forces Nouvelles acceptent de revenir à la coalition gouvernementale et des négociations sont établies en vue de la formation d'une armée nationale unie et le désarmement.
Apr./05- début 2006	La trêve est rompue à plusieurs reprises et des milices encouragent l'affrontement entre le gouvernement et les rebelles dans la zone tampon des Nations Unies-protégée. Les forces gouvernementales sont attaquées par les rebelles opérant à partir du Mali et du Burkina Faso. Les conflits violents inter-ethniques dans la partie occidentale du pays suscitent la mort d'un certain nombre de personnes, principalement des civils.
March/07	L'Accord de Paix de Ouagadougou négocié avec l'aide de Président du Burkina Faso. Le chef de la faction rebelle est nommé Premier ministre
2008	La zone tampon entre les CNO et le Sud est démilitarisée par UNICO. Les fonctionnaires (y compris les enseignants) retournent.
2009	Les préparatifs se poursuivent pour les élections. Cependant la violence se poursuit dans l'Ouest (Dix-huit Montagnes et du Moyen Cavalley), tout comme l'extorsion de fonds par le gouvernement et les milices d'anciens rebelles qui n'ont pas été désarmés.

15. Les dépenses par élève ont été presque divisées par deux entre 1990 et 2007. En 1990, l'Etat dépense en moyenne 160.000 FCFA par élève. En 2007, cette proportion avait chuté à environ 85.000 FCFA, et ce malgré la mise en place d'un système de comités de gestion scolaire (COGES) qui ont été introduites dans chaque école

⁷ UNHCR Report, January, 2004.

primaire dans les années 90 et avaient pour but de fournir un appui à la direction des écoles dans leur mission d'éducation et la gestion des fonds locaux pour les besoins liés à l'école.

16. La diminution des investissements dans l'éducation et l'instabilité quasi chronique des dernières décennies ont affaibli l'éducation en Côte d'Ivoire. Il y'a un besoin de renforcement des services de base tels que la santé et l'éducation. Selon la Banque mondiale, même avant la crise la plus récente, il était peu probable pour le pays d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le Développement de l'éducation primaire universelle d'ici à 20158.

17. Selon les groupes de la société civile et les travailleurs du secteur public, les nombreux reports des élections et les troubles politiques consécutives ont été utilisées pour justifier la mauvaise gouvernance et le manque d'investissement dans les services publics. Selon l'ONU, de nombreux indicateurs de base se détériorent à travers le pays. Le nombre de femmes qui meurent pendant la grossesse ou l'accouchement est passé de 459 pour 100.000 en 2003 à 810 en 2009, tandis que la scolarisation primaire chez les garçons et les filles en 2009 est tombé à 81 pour cent et 64 pour cent, comparativement à 92 pour cent et 70 pour cent en 2003

18. Situation humanitaire en Côte d'Ivoire: Tout au long des 9 à 11 ans couvrant la période de cette évaluation, la situation des réfugiés et personnes déplacées fuyant la violence civile a conduit à la crise humanitaire, en particulier dans le nord et l'ouest du pays. En outre, les centres urbains, tels que Abidjan et Bouaké, ont souvent fait les frais de conflits violents entre les groupes politiques, tandis que dans d'autres zones, tels que Odienné et Man, ont été particulièrement touchées en raison de l'insécurité persistante causée par l'absence de toute procédure judiciaire adéquate.

19. Tout au long de la période, les déplacements internes des Ivoiriens ont affecté environ 4-5 pour cent de la population totale. La plus grande partie des mouvements de population a été à partir du Nord et de l'Ouest, qui détiennent environ 40 pour cent de la population.

20. La situation des réfugiés et / déplacés internes en Côte d'Ivoire au cours de la période 1999-2009 est présentée dans le tableau ci-dessous:

Table 2: Réfugiés et/déplacés internes en Côte d'Ivoire 1999-2009 ('000s)

Catégorie	Année										
	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09
Refugiés (du Liberia)	138	121	126	45	76	38	39	23	24	24	25
Refugiés rentres	-	-	-	-	16	7	-	-	-	-	-
Déplacés internes	-	-	-	100	1,100	38	38	710	710	710	710
Déplacés Internes rentres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25	166

⁸ http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2010/04/09/000334955_20100409024915/Rendered/PDF/536660CASoP117101Officialouseonly1.pdf

1.2 APPUI DU PAM AUX CANTINES SCOLAIRES 1999/2000-2009/10

21. Le PAM a été en activité en Côte d'Ivoire depuis 1989, principalement à l'appui du Programme national d'alimentation scolaire. Au début des années 90 l'appui du PAM à l'alimentation scolaire consistait à mettre l'accent sur l'enseignement primaire, mettant fin au soutien à l'alimentation scolaire au niveau du secondaire. De 1998 à 2002 l'aide du PAM à l'éducation a fait partie du Plan National de Développement du secteur Education/Formation (PNDEF) et du Programme Intégré de Pérenisation des Cantines Scolaires (PIP/CS) - tous les deux programmes qui ont été gérés en collaboration étroite avec la DNCS.

22. Les principaux objectifs de l'aide, tels que définis par la DNCS dans le manuel d'exploitation, sont notamment: (a) améliorer les niveaux d'éducation des filles; (b) augmenter les taux d'inscription annuels, en particulier pour les filles; (c) un soutien accru aux infrastructures scolaires à partir de ressources décentralisées et (d) l'amélioration du niveau de revenu des ménages.

23. Dans une déclaration politique générale en 1998, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a annoncé le PIP/CS sous gestion de l'unité nationale d'alimentation scolaire de la DNCS. Celui-ci prévoyait le transfert progressif de l'alimentation scolaire pour les communautés par le biais des comités de village qui vont gérer le programme sur un modèle «HGSF». Ce modèle est explicitement destiné à assurer un rôle social et économique et ainsi contribuer à la lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire en particulier, et la restauration du tissu social affecté par la crise. Cette initiative a été appuyée par le PAM.

24. Aussi bien au Nord qu'au Sud du pays, les écoles qui étaient fonctionnelles et remplissaient les critères d'inclusion dans le nouveau programme des cantines scolaires ont été prises en considération. Ces conditions comprennent l'allocation de la communauté des terres cultivables pour la mise en place d'une unité de production au service de l'école, la mise en place d'un groupement de personnes motivées et organisées, principalement des femmes. Une fois accepté et apporté un soutien à domicile techniques de production alimentaire, ces «groupements des femmes" étaient destinées à commencer à produire des cultures vivrières, dont une partie serait utilisée pour répondre aux exigences scolaires prédéfinis, dont une partie serait vendue à souscrire à l'expansion ou l'augmentation des revenus, et une partie de ce qui serait pour la consommation individuelle des membres ou à la vente.

25. Des que les communautés commencent à participer au PIP/CS, elles bénéficient d'une assistance pour améliorer le niveau de leur production a travers un support d'intrants et de services divers. Ce support devrait continuer pendant une période de 5 ans avec les étapes suivantes:

- An Zéro: Le groupe produit des cultures avec leurs propres moyens-Le groupe doit cultiver 1 ha et produit un minimum de 0,5 tonnes sans appui extérieure
- Première année: Le groupe bénéficie de l'appui technique pour améliorer la production des cultures qu'il a sélectionnées. En général, avec ce soutien technique, la production devrait augmenter de 1,5 à 1,8 tonnes / ha. En cette première année, 25 pour cent des besoins céréaliers de la cantine sont pris en charge par la production du groupe.

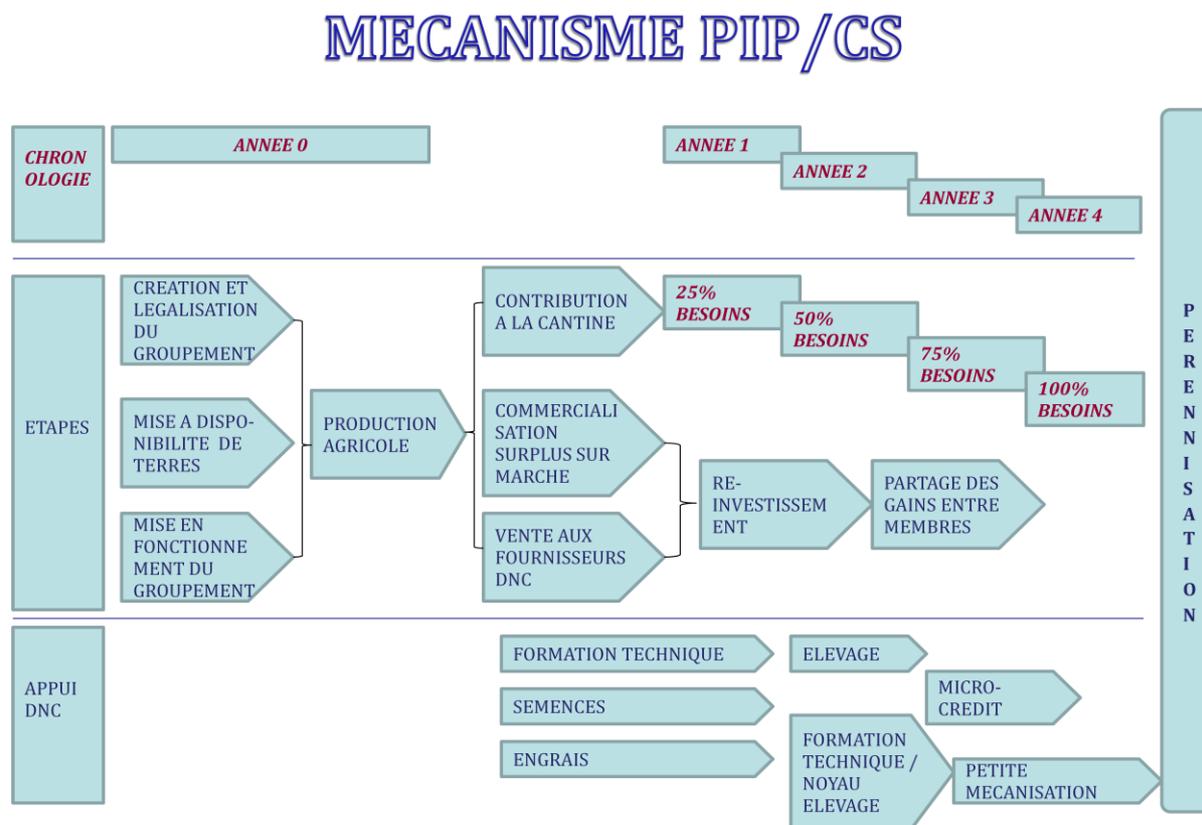
- Deuxième année: Le groupe contribue pour 50 pour cent des besoins en céréales de la cantine, et devrait bénéficier d'un soutien en élevage qui devrait aussi supporter la cantine scolaire.
- Troisième année: Le groupe devrait être en mesure produire suffisamment pour couvrir 75 pour cent des besoins de la cantine scolaire.
- Dernière année: La cantine devrait avoir atteint sa pleine auto-suffisante alimentaire et la pérennisation est ainsi assurée.

26. Le reste de la production qui n'est pas destiné à la cantine a devrait être vendu sur le marché privé. La DNCS contribuerait à la commercialisation des céréales à un prix fixé par la Direction Centrale des Marchés, de manière à protéger les groupes des fluctuations de prix. Le surplus de production est acheté par un comité mixte composé de représentants de la DNCS et de la Direction Administratives et Financière du Ministère de l'Education Nationale.

27. Les revenus gagnés par les ventes à DNCS ou au marché privé sont destinés à être réinvestis par les groupes. Dans le cas où existe un excédent après l'achat de semences et autres intrants, ce surplus devrait refluer vers les groupements. L'élevage, l'accès au micro-crédit et petite mécanisation agricole a pour but d'aider les groupes les plus avancés d'accroître sensiblement leur production et leur productivité, au bénéfice ultime des ménages représentés par les membres du groupe, en plus d'assurer la pérennisation de la cantine scolaire.

28. Le tableau suivant donne un aperçu de la PIP/CS et la façon dont le processus mène à la pérennisation du programme telle que décrite ci-dessous:

Figure 2: PIP/CS Mécanisme⁹



29. Au début du programme, il était prévu que l'Agence Nationale de Développement Rural (ANADER) fournirait un soutien technique au groupement de femmes, afin qu'elles puissent maximiser la production des intrants de qualité et des conseils techniques. Dès le début DNCS a sollicité le soutien des organismes externes, telles que la FAO et les ONG internationales pour contribuer à l'épanouissement de ce programme.

30. Suite à la persistance de la crise, la stratégie de développement durable initialement conçue par la DNCS a été ralentie de manière significative. Pendant la crise, l'essentiel du programme des cantines scolaires fonctionnait beaucoup plus régulièrement au sud de la zone tampon. Pour parer à cette nouvelle situation imprévue, le PAM a entrepris un programme d'urgence d'alimentation scolaire (FSE) sous le libellé de deux opérations d'urgence (Emergency Opération (EMOP) 10244.0 and 10244.1).

31. L'objectif global du projet d'urgence était de protéger le capital humain et productif pendant que des solutions politiques étaient mises en œuvre. L'intention était de donner un « snack » aux enfants des écoles desservies au nord de la Ligne verte, avec l'objectif d'inciter à la réouverture des écoles et ainsi de rétablir un sentiment de normalité et de fournir un minimum d'activités structurées pour le développement psycho-social des enfants. Une telle stratégie constituerait une

⁹ Etude De Cas – CDI Alimentation Scolaire, Direction Nationale Cantines Scolaires, Partenariat pour le Développement de l'Enfant, Programme Alimentaire Mondial, 2010.

alternative au phénomène des enfants soldats. Dans le Sud, il encouragerait les familles de personnes déplacées à inscrire et maintenir leurs enfants à l'école.

32. La DNCS¹⁰ a été impliquée dans la mise en œuvre de ces nouvelles initiatives. Dans les zones tenues par les rebelles, le PAM et ses partenaires (CARE, Caritas, Danish Refugee Council, et d'autres organisations non gouvernementales) ont assuré l'exécution courante du programme. De 2005 à la mi-2008, cet arrangement a été sous deux IPSR s, visant à atténuer les effets de la crise dans le pays (IPSR 10672.0) et dans la sous-région (10372,0).

33. Un total de 115.000 tonnes de vivres d'une valeur de dollars 86 millions ont été distribués entre 2002 et 2007, dont la moitié est allée au secteur de l'éducation¹¹.

34. En principe, un repas chaud cuit devrait être servi aux enfants pour une période entre 100 à 120 jours de l'année scolaire. En 2007, afin d'attirer des enseignants bénévoles dans les écoles où les enseignants réguliers avaient fui le Nord. En outre, En 2007 et 2008, une nouvelle composante du programme « THR » était destiné à servir comme une incitation supplémentaire pour l'inscription des filles dans les zones avec des taux de scolarisation faibles en 2007 (15.000 filles) et 2008 (60.000). D'après les documents existants, il semble que cette initiative a été suspendue avant le début du projet, en raison du manque de ressources.

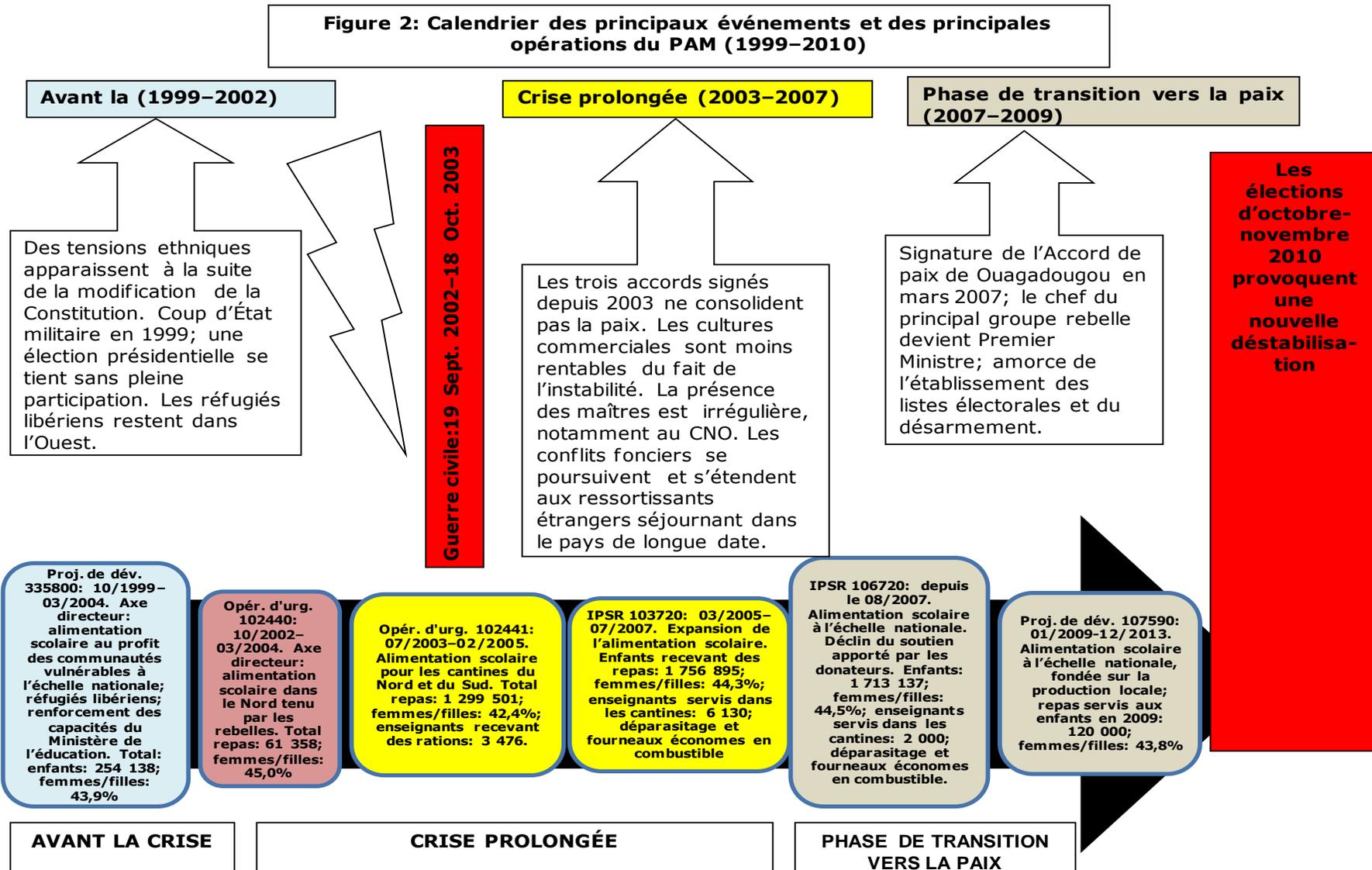
35. Le déparasitage a également été introduit dans les écoles en vertu de l'IPSR 10372 et 10672 IPSR et l'introduction de foyers améliorés pour une centaine d'écoles.

36. Le chiffre indiqué sur la page suivante présente une chronologie des événements en Côte d'Ivoire ainsi que le calendrier des projets mis en œuvre par le PAM:

¹⁰ Direction Nationale des Cantines Scolaires et la Direction Régionale de l'Education Nationale

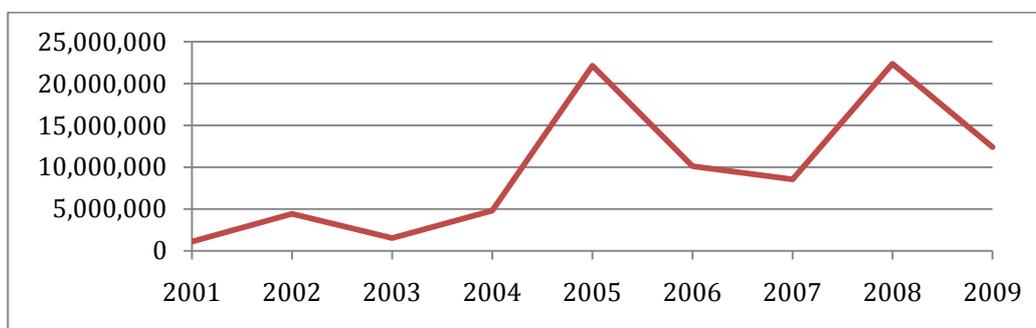
¹¹ Project Document Côte d'Ivoire 10759.0 (2009-2013) WFP/EB.2/2008/8-A

Figure 3: Calendrier des principaux événements et des principales opérations du PAM (1999-2010)



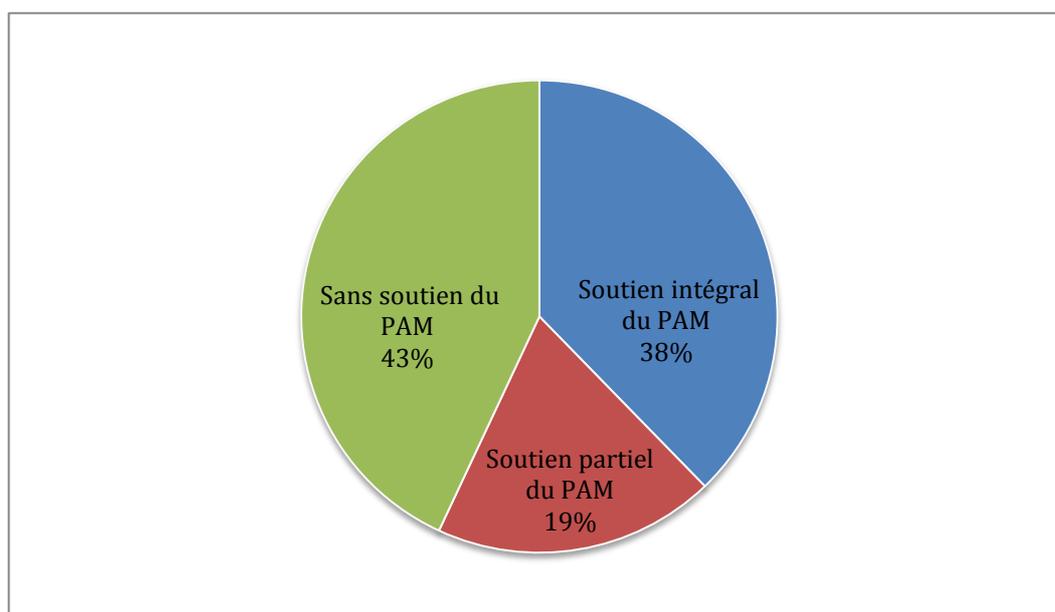
37. Aide humanitaire: les contributions du PAM considérablement varié allant de 5 millions de dollars à plus de 20 millions en 2005 et 2008. Les sources des Bailleurs de fonds toutes catégories de Projet du PAM confondues (Développement, d'Urgence et IPSR) de 2001 à 2010 figurent à l'annexe 7.

Figure 4: PAM Contributions a la Côte d'Ivoire 2001-2009 (en dollars)



38. Couverture Globale: Entre les deux zones, le pourcentage d'écoles primaires aidées par le PAM se situait entre 70 pour cent et 90 pour cent des écoles participant au programme d'alimentation scolaire. En 2009/2010, un peu plus de 50 pour cent (5259 écoles sur un total de 10.009 établissements scolaires du pays) des écoles ont participé au programme d'alimentation scolaire. Le PAM a appuyé les écoles avec cantines qui ont été complètement dépendante du support de la DNCS et du PAM. L'appui du PAM se retrouve également au niveau des groupements pour la pérennisation des cantines scolaires.

Figure 5: Support aux cantines scolaires



39. Selon les informations fournies par le PAM / Rome, moins de 5 pour cent des cantines scolaires sont auto-suffisantes. On les trouve principalement dans le Sud parce que ce programme a commencé beaucoup plus tard dans la CNO, et / ou parce que le soutien de des groupes dans la réalisation de l'autosuffisance a été interrompue dans le CNO.

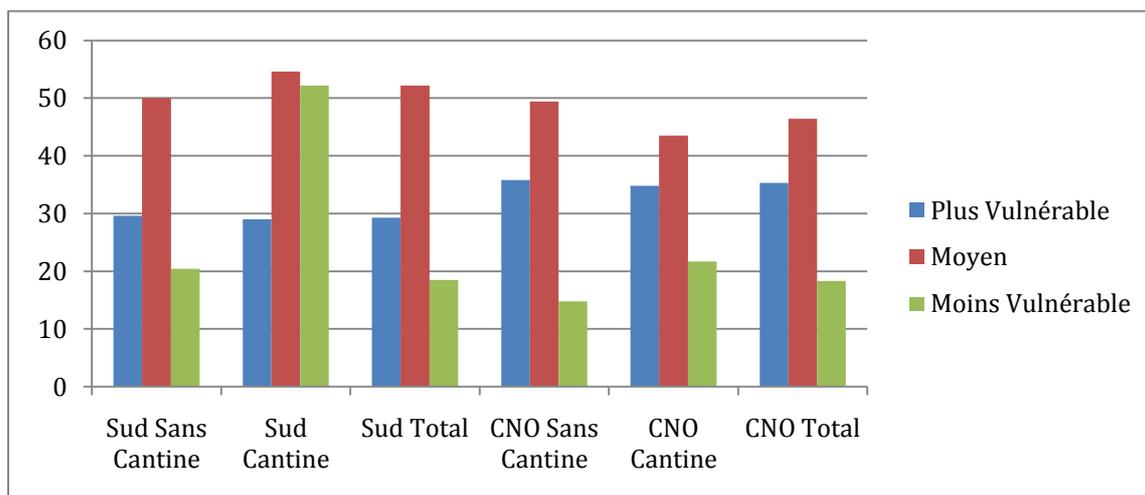
40. En 2009, DNCS couvrait tous les frais de transport locaux, les frais d'expédition et de manutention des produits du PAM. De plus la DNCS dispose de son propre système de suivi des commodités et services. Le PAM continue de s'impliquer dans l'approvisionnement en denrées au niveau international, et la conduite d'enquêtes rapides en cas de besoin.

41. Depuis les années 1980, un élément essentiel de la stratégie de développement durable de DNCS a été à la prise en charge des étudiants pour chaque repas consommé. En 1989, cela a été normalisé à 25 FCFA (0,09 dollar, 1992; taux de change dollar, janvier, 2010). Des suggestions avaient été formulées pour diminuer le montant de cette contribution qui fait toujours l'objet de débats. Cependant la DNS a fait des recommandations allant dans le sens de la prise en charge par les communautés des enfants dont les parents sont d'un niveau de vulnérabilité extrême. Voir la discussion ci-dessous.

2. Résultats: La pertinence et l'efficacité de l'alimentation scolaire comme filet de sécurité en période d'instabilité

42. Afin de comprendre les impacts et les résultats du Programme d'alimentation scolaire sur les ménages les plus vulnérables dans les zones cibles, l'équipe d'évaluation a mis au point 3 catégories de vulnérabilité des ménages s'appuyant sur une analyse des composantes principales (voir annexe 6). Des classes de vulnérabilité par zones avec cantines scolaires et zones sans cantines scolaires sont présentées ci-dessous:

Figure 6: Niveaux de vulnérabilité par zones avec cantines et zone sans cantines.¹²



43. Des catégories de vulnérabilité ont également été analysées afin de déterminer si les ménages dirigés par des hommes et des ménages dirigés par des femmes ont montré des niveaux significativement différents de la vulnérabilité. Il n'y avait pas de différence statistiquement significative entre hommes et femmes chefs de famille dans le Sud et dans le CNO.

¹² La valeur moyenne est significativement différente entre le groupe de CNO d'essai et de contrôle pour au moins les ménages vulnérables à $p = .05$, et est différente entre les zones au même niveau de signification.

Table 3: Distribution de la catégorie la vulnérabilité des ménages selon le sexe du Chef de ménage dans les deux principales zones

	Sud			CNO		
	Male HHH	Femelle HHH	Sud Total	Male HHH	Femelle HHH	CNO Total
	%					
Plus vulnérables	29.9	25.0	29.3	35.9	29.5	35.3
Moyennement vulner.	51.9	54.2	52.2	45.7	52.5	46.4
Moins vulnérable	18.2	20.8	18.5	18.3	18.0	18.3
N	555	72	627	562	61	623

44. Une enquête du gouvernement sur le niveau de vie a révélé qu'environ 1,27 millions de résidents ruraux vivent en situation d'insécurité alimentaire¹³. Les travailleurs occasionnels et ceux qui vivent de l'agriculture de subsistance et l'élevage ont été les groupes les plus touchés. À l'échelle nationale, l'insécurité alimentaire a été deux fois plus élevée dans les ménages où le chef de ménage est analphabète ou n'a pas dépassé l'école primaire que chez les ménages dont le niveau secondaire (ou supérieur).

2.1 RESULTATS POUR L'EDUCATION ET LES IMPACTS

45. La section suivante présente les résultats liés à l'éducation. Parce que les enfants dans la tranche 13-18 années d'âge auraient dû bénéficier du programme des cantines scolaires, les données suivantes ont été explorées aussi pour cette tranche d'âge:

1. Evolution des inscriptions et des effectifs
2. Niveaux de participation et de fréquentation des écoles
3. Niveaux des taux de réussite.

2.1.1 Effectifs

46. Les statistiques de la Banque Mondiale sur l'Education en Côte d'Ivoire à la cour des 10 dernières années montrent que la situation s'est détériorée dans ce domaine. Il est vrai qu'on note une légère augmentation du taux de scolarisation des filles (de 59 pour cent en 1999 à 67 pour cent en 2009), cependant pour les garçons le taux brut de scolarisation a nettement baisse (de 84 pour cent en 1999 à 81 pour cent en 2009):

¹³ République de la Côte d'Ivoire, Stratégie de Relance du Développement et de Réduction de la Pauvreté, 2009

Table 4: Taux brut de scolarisation de 1999-2009

	1999	2000	2001	2002	2003	2006	2007	2008	2009
Taux brut de scolarisation (%), primaire, filles	62	62	65	64	64	62	62	66	66
Taux d'inscription brut (%), primaire, garçons	84	83	85	87	80	78	78	83	81
Taux d'inscription brut (%), primaire, total	73	73	75	76	72	70	70	74	74
Taux brut CP1, filles	59	58	56	61	67	59	61	69	67
Taux brut CP1, Garçons	74	73	70	69	74	70	72	81	77
Taux brut CP1, total	67	66	63	6	70	65	66	75	72

47. Les Enquêtes par Grappes à Indicateurs Multiples conduites en 2000 et 2006 indiquent que les taux de scolarisation net a diminué de façon significative dans le CNO, alors qu'il est resté stable ou a augmenté dans le Sud:

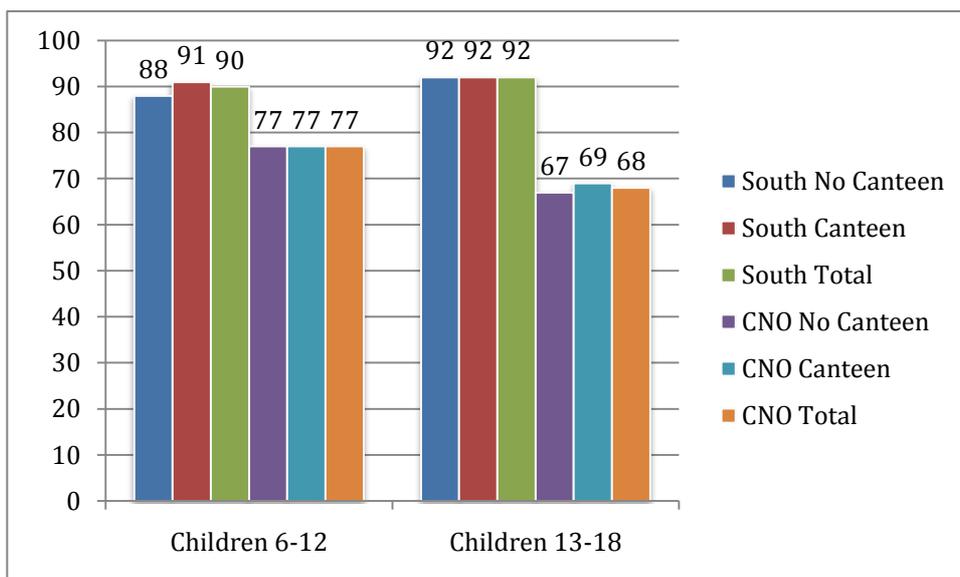
- Le taux net de scolarisation a baissé de plus de 10 points de pourcentage dans le Nord-Est, le Nord, le Nord-Ouest et l'Ouest. Le Nord et le Nord-Ouest présentent le de scolarisation les plus bas, à moins de 32 pour cent, par rapport aux moyennes qui sont plus du double ailleurs
- Le taux net de scolarisation s'est globalement amélioré dans le Centre-Ouest et au Sud (à l'exclusion d'Abidjan).

48. Les taux net de scolarisation continuent d'être considérablement plus élevés en milieu urbain qu'en milieu rural: 68.2 pour cent, contre 49.8 pour cent (2008). Il a été noté un gain de 2 points de parité entre les sexes entre 2000 et 2008, bien que, comme à 2008, le taux net de scolarisation pour les garçons était de 61 pour cent par rapport à 49 pour cent pour les filles. Ce taux est resté en deçà des moyennes pour la région Afrique de l'Ouest, mais surtout pour les filles¹⁴.

49. Selon l'enquête des ménages de l'évaluation, le pourcentage d'enfants âgés de 6-12 ans inscrits à l'école en 2010, était plus élevé que l'information présentée dans le tableau 4 ci-dessus. Cependant la légère augmentation notée s'observe principalement dans le Sud. Le groupe des enfants âgés de 13-18 ans qui ont fréquenté l'école dans le CNO est beaucoup plus faible dans le Nord que dans le Sud:

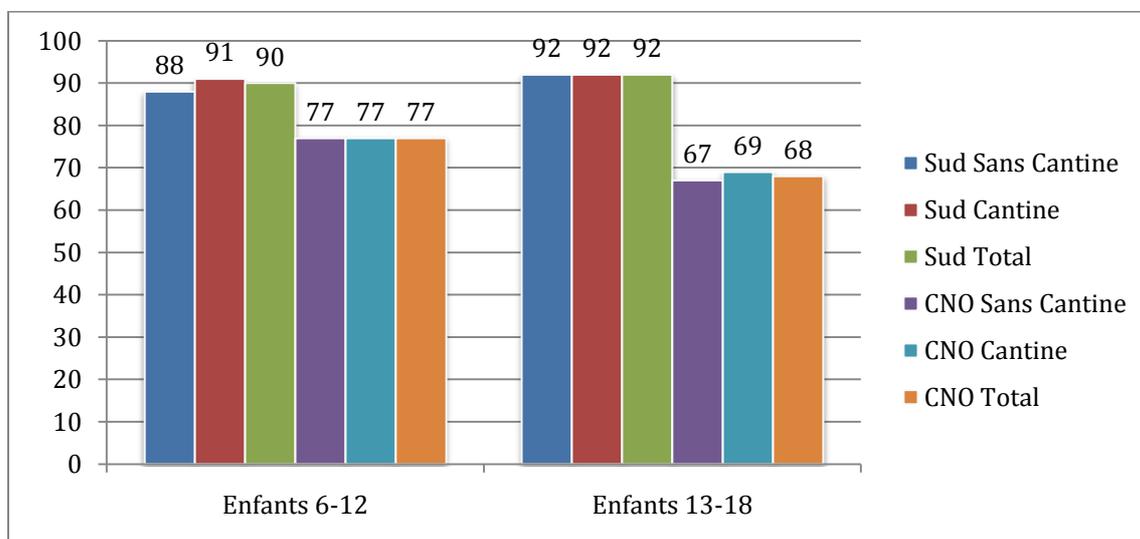
¹⁴ Tango International: Mixed Method Impact Evaluation Of WFP's School Feeding Programmes, in Côte D'Ivoire (1999-2009), Inception Report, July 14, 2010

Figure 7: Pourcentage d'enfants qui ont été à l'école en 2009/10



50. Le pourcentage d'enfants âgés de 6-18 ans qui n'ont jamais été inscrits à l'école varie entre 12 et 17 pour cent. Les ménages les plus vulnérables ont les plus faibles pourcentages d'inscrits par rapport à d'autres ménages, avec des jeunes 13-18 ans montrant les taux de scolarisation les plus faibles.

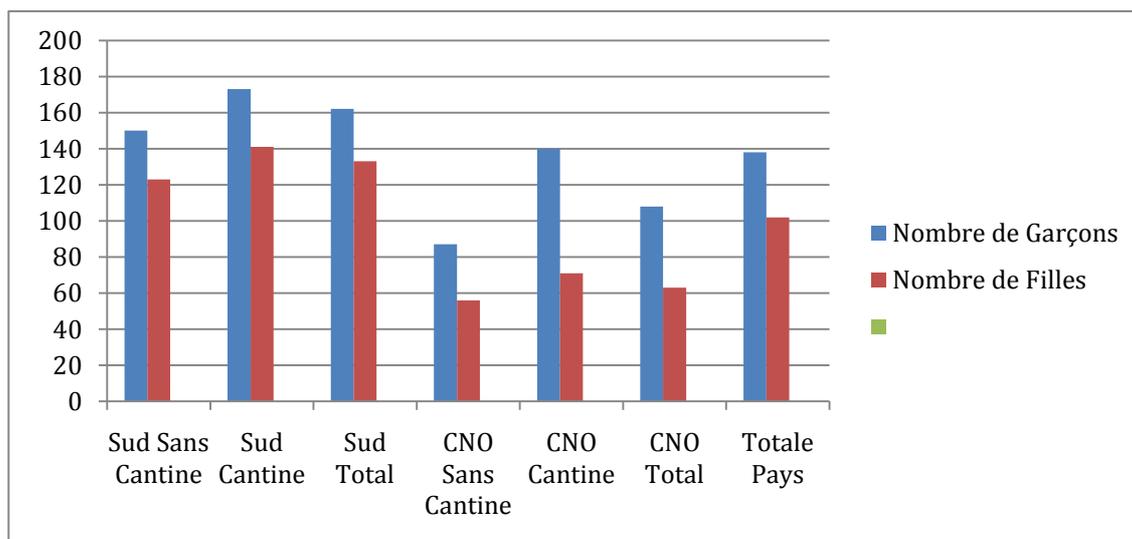
Figure 8: Pourcentage d'enfants qui n'ont jamais fréquenté l'école 2009/10



51. L'inscription des élèves dans les écoles appuyées par le PAM en 2005 a été fortement pondérée en faveur des classes 1-3, qui représentaient près de 60 pour cent du nombre total d'enfants inscrits. La tranche restante de 40 pour cent des enfants a été répartie dans les trois classes supérieures, de manière assez égale, avec des élèves un peu plus inscrits dans la classe 4 que dans de classe 5 ou 6.

52. Les entretiens avec les informants-clé montrent que le taux d'inscription des garçons dans les cantines scolaires est plus élevé que celui des filles. Dans certains cas il va du simple au double.

Figure 9: Niveaux d'inscription des filles et des garçons 2009/10



2.1.2 Niveau de Fréquentation des écoles

53. Depuis 2004, les taux de fréquentation ont oscillé entre 95 et 98 pour cent. Ce niveau de fréquentation a évolué en dents de scie pendant les périodes de crise.

54. Selon l'enquête normalisée sur l'alimentation scolaire réalisée par le PAM en juin 2005, les taux de fréquentation dans les écoles qui étaient nouvelles pour le programme aussi que les écoles déjà dans le programme ont été de 94 pour cent au cours du mois le plus bas de présence et 97 pour cent dans le mois le plus élevé de fréquentation. Il n'y avait aucune différence dans les taux de fréquentation moyen entre les garçons et les filles en 2005.

55. L'équipe d'évaluation n'a pas été en mesure de vérifier ces chiffres. Toutefois, un examen superficiel des registres des enseignants au cours de la mission prospective en juin 2010, a révélé que (a) les absences après-midi ne peuvent pas être rigoureusement marquées, et (b) les taux de fréquentation varient tellement au cours de la saison des récoltes que les écoles ne pouvaient pas compter sur une bonne participation, et pourrait fermer pour le mois de Juin et / ou le mois de Septembre

56. Les redoublements sont de l'ordre de 20 pour cent par rapport à la période d'évaluation, mais il y a eu des gains réalisés au cours des 2 dernières années pour les filles et les garçons.

Table 5: Statistiques sur les redoublements

	1999 %	2000 %	2001 %	2002 %	2003 %	2006 %	2007 %	2008 %	2009 %
Redoublement, filles	25	25	25	22	18	24	21	18	19
Redoublement, Garçons	23	23	24	24	17	23	22	18	19
Redoublement, total	24	24	24	23	18	24	22	18	19

57. Des données sur les taux d'abandon sont également indisponibles pour les écoles de l'échantillon. Les statistiques de la Banque mondiale pour la période 1999-2009 indiquent que le taux global d'abandon n'a pas changé significativement au cours de la période, à l'exception du taux d'abandon pour les filles, qui a augmenté de 20 pour cent au cours de cette période.

Table 6: Taux d'abandon entre 1999 et 2008

	1999	2000	2006	2007	2008
Taux d'abandon (filles)	44	18	34		41
Taux d'abandon (Garçons)	33	12	17		38
Taux d'abandon (Total)	38	14	25	10	39

2.1.3 Taux de Réussite

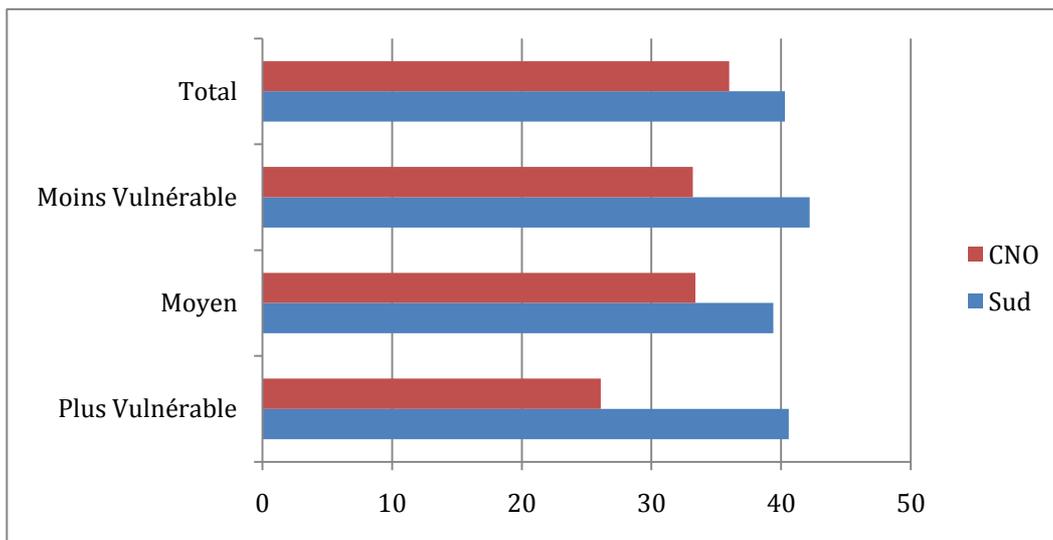
58. Les statistiques de la Banque Mondiale au cours de la période d'évaluation indiquent les taux de réussite relativement faibles, variant de 32 pour cent (filles) en 2000 à un sommet de 57 pour cent (garçons) en 2008. Les taux d'achèvement des filles sont restés à deux tiers du niveau des taux d'achèvement des garçons tout au long de la période.

Table 7: Taux de réussite 1999-2009

	1999 %	2000 %	2001 %	2006 %	2007 %	2008 %	2009 %
Filles		32	35	33	37	38	39
Garçons		51	54	54	53	57	54
Total	41	42	45	43	45	48	46

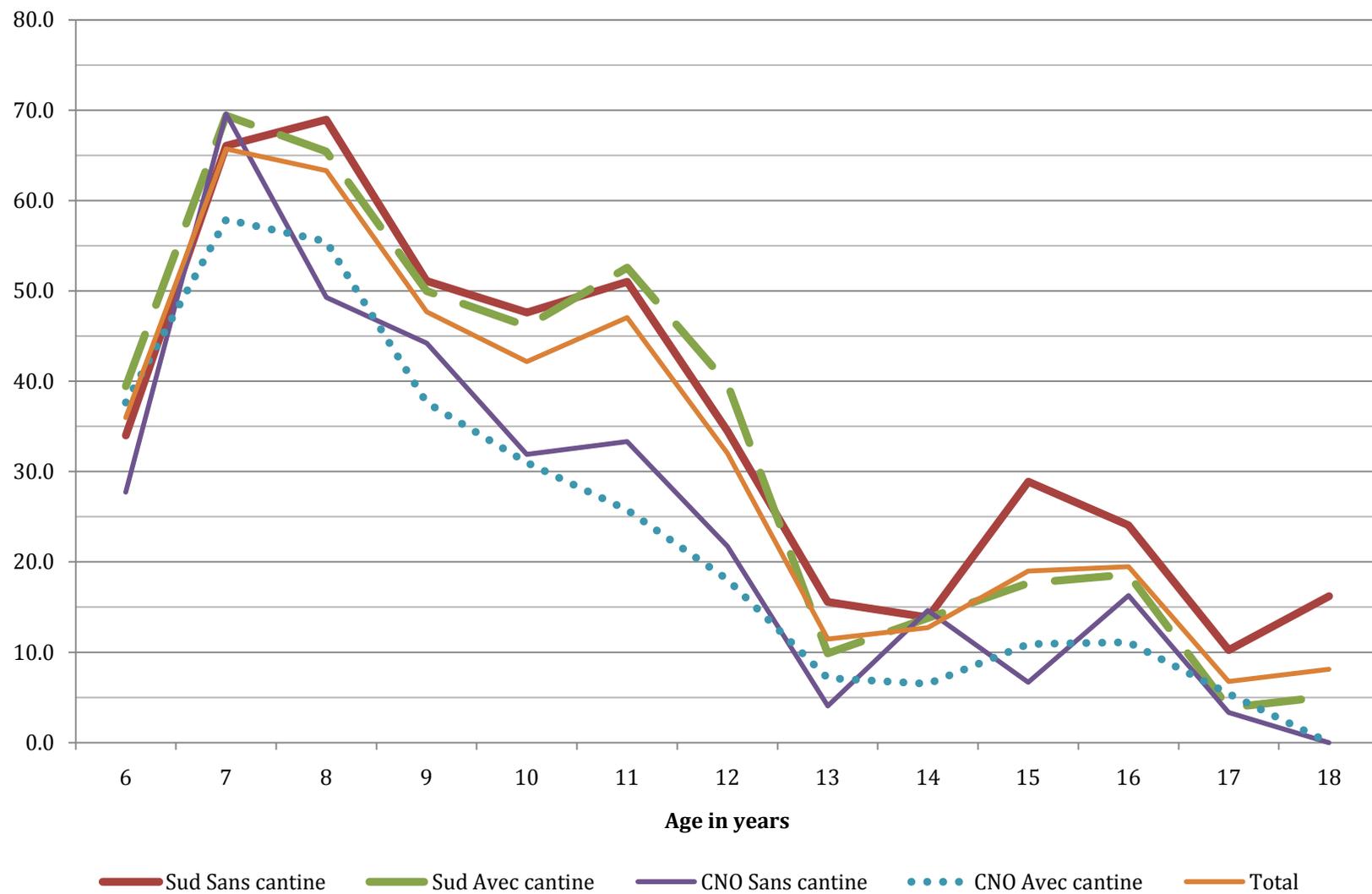
59. Les données au niveau des ménages recueillies lors de cette évaluation révèlent qu'en moyenne, seulement environ un tiers des enfants d'âge scolaire sont en fait «sur la bonne voie" en termes de leurs études. Les enfants de ménages les plus vulnérables sont moins susceptibles d'avoir atteint le niveau d'âge approprié que les ménages modérément ou moins vulnérables. En outre, toutes les catégories de ménages vulnérables dans les CNO ont des taux de scolarité plus bas que le niveau de scolarité du ménage les plus vulnérables dans la zone Sud.

Figure 10: Niveau de réussite des Eleves par catégorie de vulnérabilité



60. Le niveau de réussite selon l'âge signifie que l'enfant suit un cursus scolaire "normal" par rapport à la classe ou il est supposé être sans interruptions. Comme le montre la Figure 11 ci-dessous, les enfants fréquentant les écoles sans cantine dans le sud ont toujours obtenu des taux de réussite supérieur à tous les autres groupes. Les enfants fréquentant des écoles avec cantines ne montrent aucune différence significative dans les taux de réussite que leurs homologues dans les écoles sans cantine.

Figure 11: Niveaux de réussite par Age, par Zone, et par écoles avec cantines et écoles sans cantines



61. Le niveau d'éducation des filles et des garçons ne varie pas de façon significative, sauf pour les groupes d'âge suivants:

- Âge 6 (dans le Sud seulement): plus de filles ont été inscrites dans la catégorie 1 dans le Sud à l'âge approprié, par rapport aux enfants de sexe masculin.
- Âge 13 et 14 (dans le CNO seulement): beaucoup plus d'enfants de sexe masculin ont atteint leur niveau d'instruction pour les deux âges que les filles. La différence est significative pour les deux ans (9 pour cent pour les hommes et 0 pour cent pour les femmes âgées de 13 16 pour cent pour les hommes et 2.7 pour cent pour les femmes âgées de 14).

62. En résumé, les taux de scolarisation des enfants au niveau national ont continué d'augmenter au cours des 3 dernières années. Cependant, les abandons continuent à être élevés (20 pour cent). Le taux de réussite des enfants baisse considérablement à des points clés dans le cycle d'enseignement (à l'âge où l'enfant peut prendre en charge à la maison, et à l'âge où l'enfant est essentiellement considéré par ses parents à avoir suivi un enseignement suffisant pour satisfaire les besoins primaires du ménage). Dans le CNO, l'âge critique où les enfants sont en mesure de contribuer au bien-être des ménages est relativement plus bas en comparaison avec le Sud, avec l'implication probable qu'il y ait une grande cohorte des enfants dans le CNO qui n'ont pas eu les mêmes possibilités d'accès aux écoles que leurs homologues du Sud. En outre, le taux de scolarisation des filles est le plus bas dans les écoles du CNO avec les cantines. Les taux d'achèvement se sont globalement améliorés, mais les filles restent à la traîne. En ce qui concerne l'obtention de diplômes, les données au niveau des ménages confirment que les taux d'obtention du diplôme ont été presque le double dans le Sud, par rapport au CNO. Il n'y a pas de différences statistiquement significatives dans les taux de scolarisation ou de rendement entre les groupes de traitement et de contrôle, soit du Sud ou du CNO.

2.2 NUTRITION: RESULTATS ET IMPACTS

63. Le programme d'alimentation scolaire était destiné à fournir 33 pour cent de la valeur nutritive quotidienne des enfants d'école primaire dans les écoles ciblées, soit 672 kilocalories (kcal) pour chaque jour d'ouverture de la cantine. Compte tenu des niveaux de vulnérabilité en Côte d'Ivoire et de l'expérience du PAM ailleurs, il aurait agi comme une forme d'incitation à inscrire les enfants et les envoyer à l'école sur une base régulière. Cette hypothèse est basée sur (a) un pipeline de produits réguliers, et (b) l'ouverture régulière de l'école pendant toute saison et sans interruptions.

64. Le programme du PAM en Côte d'Ivoire n'avait pas un but explicitement nutritionnel. Cependant les observations suivantes pourraient aider à raffiner les futures stratégies du PAM dans la région.

65. Dans les zones où le PAM gère le programme de cantines scolaires, le panier alimentaire du PAM inclue des produits fortifiés et a été calculé pour fournir environ 33 pour cent de l'apport nutritionnel recommandé quotidiennement pour de l'enfant participer au programme. Le paquet a changé depuis 1989, comme le montre le tableau ci-dessous

Table 8: Panier alimentaire en grammes par enfant et par jour

Denrées ou articles	DEV 10759 2009	PRRO 10672 2009	EMOP 10244	EMOP, 10244.1	1989
Riz/mais	120	150		150	200
Mélange Mais/Soja	-	-		30	
Viande/Poisson	-	-		-	20
Graines de légumineuse	30	30		-	-
Huile végétale enrichie	15	10		-	-
Huile végétale	-	-		10	10
Sel Iode	5	5		-	-
Sucre	-	-		-	10
Biscuits à Haute Energie			500		
kcal	672	729	Indisponible	729	Indisponible

66. Comme les cantines scolaires n'ont pas été en service depuis le début de juin 2010, l'équipe d'évaluation n'a pu déterminer si ce paquet nutritionnel a été effectivement fourni à chaque enfant.

67. Un examen de la consommation alimentaire et les habitudes de diversité alimentaire des ménages dans les groupes de traitement et de non-traitement n'a révélé aucune différence. Les ménages dans les zones avec cantines scolaires avaient une moyenne légèrement inférieure de repas par jour, comparativement aux ménages dans les zones sans cantines scolaires. Etant donné le caractère irrégulier de l'alimentation scolaire tout au long de l'année, cela pourrait expliquer le manque de différences notables. Le nombre de repas consommés par jour varie aussi entre ménages dans les CNO et le Sud. Les ménages dans la zone CNO ont en moyenne nombre légèrement plus élevé de repas que leurs homologues dans le Sud ($p < .001$).

Table 9: Nombre Moyen de repas par jour (Aout 201), par Zones

	Sud			CNO			Total
	Sans Cantines	Avec Cantines	Sud Total	Sans Cantines	Avec Cantines	CNO Total	
	Moyenne (std. dev.)						
Nbre Moyen de repas/Jour	2.4	2.5	2.4***	2.6*	2.5*	2.6***	2.5
	(0.628)	(0.663)	(0.644)	(0.574)	(0.626)	(0.602)	(0.637)
N	336	295	631	315	314	629	1260

68. Toutefois, lorsque la diversité de la consommation alimentaire et diététique est examinée par type de vulnérabilité, les différences sont notées. D'abord, les scores de diversité alimentaire et du nombre de repas consommés par jour sont nettement inférieurs pour les ménages les plus vulnérables. Deuxièmement, les moyennes dans le CNO, pour toutes les catégories de vulnérabilité sont inférieures aux moyennes pour tous les scores dans le Sud, à une exception près: dans le CNO et le Sud, les ménages vulnérables consomment une moyenne de 2,7 repas par jour:

Table 10: Indicateurs de sécurité alimentaire, par zones et catégories de vulnérabilité

	Sud			Sud Total	CNO			CNO Total	Total
	Plus vulnérable	Moyen	Moins Vulnérable		Plus vulnérable	Moyen	Moins Vulnérable		
	Moyenne (std. dev.)								
<i>Score de consommation (adultes)</i>	5.8a (1.4)	7.9*** a (1.4)	11.4*** b (1.9)	7.9 (2.4)	5.0 a (1.8)	8.5*** a (1.5)	12.1*** b (1.8)	8.0 (3.0)	8.0 (2.6)
<i>Score de consommation (enfants)</i>	5.9a 1.4	7.9*** a 1.4	11.4*** b 2.0	8.0 (2.4)	5.1 a (1.8)	8.6*** a (1.5)	12.2*** b (1.8)	8.0 (3.0)	8.0 (2.6)
<i>Score diversité alimentaire (adultes)</i>	3.2b (0.7)	4.8*** (0.8)	6.9*** b (1.0)	4.7 (1.5)	2.9 b (0.8)	4.8*** (0.7)	6.5*** b (0.9)	4.5 (1.5)	4.6 (1.5)
<i>Score diversité alimentaire (enfants)</i>	3.1C (0.7)	4.7*** (0.8)	6.9*** C (1.0)	4.6 (1.5)	2.9 C (0.8)	4.8*** (0.7)	6.5*** C (0.9)	4.4 (1.5)	4.6 (1.5)
<i>Nbre de repas par jour</i>	2.1a (0.6)	2.5*** b (0.6)	2.7*** (0.5)	2.4 (0.6)	2.4 a (0.7)	2.6*** b (0.5)	2.7*** (0.5)	2.6 (0.6)	2.5 (0.6)
N	184	327	116	627	220	289	114	623	1250

69. Le programme ne semble pas avoir changé de manière significative la répartition par sexe des élèves qui bénéficient de ce programme. Le pourcentage de filles participant au programme était de 42 pour cent en 2001; en 2009 cette proportion était passée à environ 46 pour cent. Cette augmentation est insuffisante pour compenser entièrement l'écart entre les taux d'abandon et de réussite des filles.

70. En résumé, l'impacte sur le plan nutritionnel a été négligeable et mitigé. IL apparaît que les ménages du CNO consomment plus de repas par jour que ceux du sud. Dans l'ensemble des zones, les ménages les plus vulnérables consomment beaucoup moins de repas que les autres et disposent de moins de diversité alimentaire.

2.3 VALEUR DE TRANSFERT: RESULTATS ET IMPACTS

71. Aucune donnée n'est présentée sur la valeur de la nourriture transférée dans le cadre de ce programme. Toutefois, en termes de transfert de la valeur du repas scolaire lui-même, un examen des rapports normalisés sur les projets depuis 2002 démontre que l'alimentation scolaire n'a pas eu lieu comme prévu et a connu des perturbations notables qui ont contribué à diminuer l'impact initialement attendu.

Table 11: Nombre de jours planifiés contre nombre de jours effectivement fonctionnels pour les cantines scolaires

Nom du projet/An du Rapport	Nbre de jours planifiés pour les cantines	Nbre de jours fonctionnels pour les cantines
SPR DEV 3358.2 (2002)	120	57
EMOP 10244, 10244.1 (2003 AND 2004)	Données indisponibles	Données indisponibles
PRRO 10372, DEV 3358.2 (2005)	Données indisponibles	Données indisponibles
PRRO 10372 (2006)	120	76
PRRO 10372 (2007)	120	78
PRRO 10672 (2007)	42	34
PRRO 10672 (2008)	115	93
PRRO 10672 (2009)	120	85
DEV 10759 (2009)	120	78

72. Les entretiens dirigés révèlent que le nombre de jours d'ouverture des cantines scolaires en 2009/10 a été encore moins que ce qui a été rapporté dans le format normalisé (rapports de projet (tel que présenté dans le tableau 12 ci-dessous). Sur dix sept des trente sites, on note que les enfants continuent à venir à l'école même quand la cantine scolaire n'est pas fonctionnelle. Dans les sites restants, les informateurs disent que ce sont souvent les tout-petits qui ne retournent pas à l'école après le déjeuner. Dans ces cas, la nourriture était divisée en petites portions pour faire face au nombre élevé d'enfants qui en ont besoin.

Table 12: Nombre de jours d'ouverture des cantines scolaires 2009/10 dans l'échantillon

	South			CNO			Total		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Moyenne	62	58	61	53	51	51	55	56	56
N	2	12	14	3	12	15	5	24	29

73. Le pourcentage de ménages avec un enfant qui ont bénéficié des repas par jour pendant le dernier mois de l'école ne varie pas significativement entre les zones. En

moyenne, seulement 29 pour cent des enfants ont reçu des repas tous les jours ouvrables de la cantine. Environ 16 pour cent (au CNO), contre 8 pour cent (au Sud) ont souligné que leurs enfants n'ont pas bénéficié du programme. Cela peut aussi suggérer qu'ils n'envoient pas leurs enfants à l'école.

74. Pour les ménages dans les zones avec cantines scolaire, il n'y avait aucune différence statistique significative dans la perception des avantages du programme. Les deux avantages les plus souvent cités du programme d'alimentation scolaire ont été des économies alimentaires ou monétaires pour le ménage, et aussi l'économie de temps qui permet aux enfants de rester à l'école pour mieux étudier. Environ 52 pour cent des ménages dans la catégorie les plus vulnérables continue à préparer le déjeuner. D'autre part, la plupart des ménages vulnérables étaient légèrement plus susceptibles de ne pas préparer un repas de midi.

Importance de la Régularité des Cantines Scolaires:

“Lorsque les cantines sont en fonctionnement, nous pouvons nous concentrer sur les activités productives sans avoir à nous préoccuper de la nourriture des enfants. Lorsque les cantines sont fermées, notre productivité est réduite, car nous avons besoin de consacrer du temps dans la mi-journée pour nourrir nos enfants et à les surveiller pendant qu'ils ont a la maison”
Une Commerçante a Bouake

75. Néanmoins, on ne remarque pas de différence significative dans le nombre de ménages qui ont dépensé moins d'argent sur la nourriture à la suite de programme d'alimentation scolaire dans toutes les catégories de vulnérabilité. Environ 50 pour cent de tous les ménages, quel que soit le niveau de vulnérabilité, dépensent moins d'argent sur la nourriture. Entre 30 et 40 pour cent des ménages affirment dépenser le même montant que lorsque l'enfant prend le déjeuner a la maison.

Table 13: Indicateurs sur le transfert de valeurs – seulement pour les écoles a cantines

	Sud	CNO	Total
	%		
Moins d'argent dépensé pour la nourriture lorsque l'enfant reçoit des repas à l'école	46.4*	55.1*	49.8
Même montant d'argent consacré à l'alimentation lorsque l'enfant reçoit repas à l'école.	35.9	26.1	32.1
Les ménages achètent ou préparent la même quantité de nourriture que l'enfant reçoit un repas à l'école ou non	42.0**	30.9**	37.7
Valeur des repas scolaires dépasse les 25 FCFA payés	55.6	61.8	58.0
Valeur des repas scolaires dépasse les 25 FCFA par jour payés par les parents	32.9	21.3	28.3
N	295	314	609

76. Lorsque évalué par catégorie de vulnérabilité, les ménages les plus vulnérables qui participent au programme considèrent la cantine présente des avantages économiques. Il est probable que certaines catégories de population extrêmement vulnérables n'aient pu bénéficier du programme du manque d'argent liquide.

Table 14: Appréciation de la valeur ajoutée des 25 FCFA, par type de vulnérabilité.

	Plus vulnérable	Moyen	Moins Vulnérable	Total
<i>Oui</i>	66.0	55.9*	48.8**	57.8
<i>Non</i>	24.1	30.2	31.2	28.4
<i>Non Applicable</i>	9.9	13.9	20.0	13.8
N	211	338	124	673

77. La redevance de 25 FCFA qui a été fixée par le DNCS et accepté par le PAM est répartie comme suit: 50 pour cent aux frais de fonctionnement de la cantine elle-même (par exemple pour équiper la cantine, payer les cuisiniers¹⁵), 25 pour cent à la direction régionale et 25 pour cent à la direction nationale. Une évaluation conduite en 1992 a estimé que cette redevance constituait de facto le principal critère de sélection accepté par tous. Toutefois, il a soulevé en trois questions: d'abord, pas toujours les mêmes enfants qui reçoivent les rations, d'autre part, les plus démunis ont tendance à être exclu et, troisièmement, les fonds ont été effectivement utilisés pour défrayer les coûts d'exploitation. Tout en reconnaissant l'importance du principe d'une contribution de la communauté, l'évaluation a recommandé de réduire le niveau de la contribution de manière uniforme dans les régions les plus pauvres à 15 FCFA (Etats-Unis 0,05 dollar). On remarque aujourd'hui que le montant de contribution n'a pas changé.

78. Un examen des données sur les dépenses scolaires des ménages montre une grande variation entre les différents groupes de vulnérabilité, comme démontré dans le tableau 15 ci-dessous:

Table 15: Revenus et dépenses scolaires by par niveaux de vulnérabilité

	Plus vulnérable	Moyen	Moins Vulnérable	Total
	Moyenne (déviation standard)			
Revenu mensuel per capita	7201.33 (8886.03)	13069.59*** (14489.99)	17641.64*** (19276.63)	12127.06 (14615.95)
Total dépenses scolaires par enfant	15014.49 (13217.10)	19025.95*** (17281.75)	24169.70*** (22558.79)	18765.77 (17600.56)
N	387	627	238	1252

79. Bien que les estimations dépenses scolaires annuelles par des ménages les plus vulnérables se situent aux environs de 15 159 FCFA (environ dollars 30), les ménages les moins vulnérables investissent environs 23 903 FCFA (environ dollars 50) dans l'éducation de leurs enfants, soit environ 60 pour cent plus pour chaque enfant instruit que le montant dépensé par les ménages les plus vulnérables.

80. L'enquête a confirmé que les ménages les plus vulnérables perçoivent de plus grands avantages de la SFP que les ménages les moins vulnérables. Toutefois, la mission d'évaluation n'a pas eu l'occasion de parler avec les ménages les plus vulnérables afin de déterminer si la surtaxe pour le repas mettre le programme hors de leur portée. Considérant que les ménages les plus vulnérables ont mensuelle des revenus par habitant égal à environ dollars 14 par mois, il peut être qu'ils sont tenus

¹⁵ Qui ont aussi reçu un salaire journalier

de choisir entre les enfants participant au programme de cantine scolaire, parce qu'ils sont incapables de payer pour tous les enfants, ce qui exigerait environ dollar 0,05 pour chaque jour où ils participent à la cantine. Dans le pire des cas, les enfants ne sont plus en mesure d'accéder à des services de cantine pendant la saison maigre, lorsque l'argent est rare, ou qu'ils ne vont pas à l'école chaque fois augmenté la demande de travail dans leurs ménages.

81. Par ailleurs, ce coût supplémentaire, lorsqu'il est placé contre le travail qui peut être réalisée par des enfants en âge scolaire, devient un obstacle double, parce que le ménage doit dépenser l'argent tout en train de perdre la main de l'enfant pour des activités à domicile.

82. Il n'y avait pas suffisamment de données pour déterminer si les repas des cantines scolaires ont conféré un avantage significatif, comme un transfert de valeur, en particulier pour les ménages les plus vulnérables. Pour la plupart des ménages vulnérables, le manque de continuité dans le fonctionnement quotidien du programme des cantines scolaires a limité les gains de temps qui aurait pu être utilisé à des fins productives, et a fait le compromis entre l'éducation et du travail à domicile trop cher pour les enfants de continuer à école.

3 Alimentation Scolaire et Impacts

3.1 LE ROLE DES FACTEURS CONTEXTUELS

83. La guerre civile a divisé le pays en deux zones distinctes, avec une zone de tampon entre les deux où les opérations de paix ont été fournies grâce à l'assistance des Nations Unies. La plupart des services sociaux de base qui existaient dans le CNO ont été perturbées (écoles, services sanitaires, infrastructures de base). Sans accès aux fonds de l'Etat, il était difficile de maintenir l'état de fonctionnement des écoles malgré le niveau de collaboration des parents d'élèves qui dans certains cas ont procédé au recrutement d'enseignants volontaires avec tous les inconvénients que cela comporte.

84. Bien que certains enseignants qui sont retournés au Nord après le cessez-le-feu et la signature du premier Accord de Paix étaient en mesure de recevoir leurs salaires, un bon nombre d'enseignants étaient privés de leurs salaires pendant plusieurs mois. En plus, l'insécurité persistante a forcé la fermeture des banques et les enseignants étaient obligés de voyager loin pour recevoir leurs salaires. Beaucoup d'enseignants se sont retrouvés séparés de leurs familles avec les conséquences que cela implique pour la scolarisation des enfants. En conséquence, on se retrouvait avec une situation d'absences répétées des enseignements pour diverses raisons, ce qui entraînait la fermeture de classes entraînant une irrégularité dans le cursus scolaire tout au long de cette période.

85. L'instabilité prolongée a gravement affecté les moyens de subsistance des ménages, particulièrement ceux qui dépendent des ventes de culture commerciales et des autres activités de marché. Les extorsions et les « taxes » collectées aux points de contrôle par les milices de toutes sortes ont augmenté considérablement le coût de toutes les activités commerciales.

86. Les violations des droits humains étaient nombreuses: les personnes étaient souvent battues ou tuées, des centaines de femmes ont été violées. Dans l'Ouest, les violations des droits humains par les groupes rebelles MJP et MPIGO, ont forcé de nombreux civils et des réfugiés libériens à fuir en territoire détenu par le

gouvernement. Pendant la guerre, le viol et le pillage ont augmenté de façon spectaculaire. Dans un cas spécifique, cinq filles et jeunes femmes âgés de 14 et 20 ont été enlevés, violés à plusieurs reprises par les combattants libériens et ivoiriens, et forcés à faire le travail domestique¹⁶. Dans l'Ouest du pays, cette pratique a persisté¹⁷.

87. La combinaison de la perte de profit et les menaces constantes d'insécurité ont agi comme effets catalyseurs pour réduire le niveau d'effort jadis consacrés aux cultures de rente¹⁸. Seuls les ménages vivant en zones plus sûres pourraient continuer à cultiver de telles cultures avec un degré de sécurité. Les ménages les plus vulnérables ont tendance à s'appuyer sur les travaux journaliers, et pour ces personnes, la baisse de la demande de production des cultures de rente a affecté leur travail négativement.

88. Les ménages les plus vulnérables ont consommé des aliments moins diversifiés, et ont mangé moins de repas que les autres catégories de ménage, ce qui suggère que, au moins pour les ménages les plus vulnérables, les cantines ont ajouté de la valeur à leur consommation alimentaire. Les cantines ont également permis aux parents, en particulier aux mères, de se concentrer sur leurs autres activités, tout en étant confiants que leurs enfants étaient nourris et que leurs enfants étaient dans un endroit sûr.

89. Aussi bien dans le Nord que dans le Sud du pays, le système judiciaire a été pour l'essentiel inexistant ou largement corrompu. Les personnes qui ont été victimes de crimes (vols, assassinats, viols) dans la zone contrôlée par les rebelles n'avaient aucun recours officiel à une institution indépendante (comme un force de police ou judiciaire indépendante), avec le résultat que les crimes ont été laissés impunis et que les criminels étaient libres de poursuivre leurs actions¹⁹. Dans le Sud, l'indépendance de la police et du système judiciaire a été compromis, puisque les attaques des militaires du gouvernement sur certains ménages ou communautés ont été justifiées sur la base de la prévention d'autres insurrections. Encore une fois, les individus étaient incapables de demander, et obtenir, un juste recours contre les auteurs de crimes.

90. Dans les premières années du conflit, peu d'opportunités de gagner un revenu existaient. La fermeture des écoles a ouvert le champ libre aux recrutements de certains élèves comme enfants-soldats. Un enseignant dans le CNO, au nord de la ligne de démarcation, a bien résumé la situation quand il a dit:

«C'est une crise distincte de toutes les autres crises...Partout où vous voyez la guerre, l'école reste toujours fermée. Mais nous avons continué à faire marcher notre école» «Une des raisons fondamentales pour lesquelles nous avons fait cela a été de les mettre les enfants loin de la ligne de front – car il y avait des gens qui, n'ayant rien à faire, savaient que leur seul espoir était en guerre. La

¹⁶ Ibid, disponible à <http://www.unhcr.org/refworld/docid/49880666c.html>.

¹⁷ Il y a un certain nombre d'études par des organisations indépendantes, tels que Amnesty international et Human Rights Watch, en plus des rapports du Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui ont documenté l'impact de ce niveau de l'anarchie sur la population ivoirienne. S'il vous plaît vous référer à la bibliographie.

¹⁸ Selon l'enquête réalisée pour cette évaluation, les ménages les moins sûrs étaient beaucoup moins susceptibles des produits vivriers (20-27 pour cent par rapport à 14 pour cent). Les ménages qui étaient à forte insécurité alimentaire étaient beaucoup plus susceptibles de compter sur les autres travaux.

¹⁹ Conseil de Sécurité des Nations Unies, "Dix-huitième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire", Octobre 2008.

fermeture des écoles encourage le phénomène des enfants soldats, et la prostitution des jeunes filles.²⁰»

91. C'est ce qui s'est passé après de la crise civile en Septembre 2002. Les forces rebelles à Bouaké ont commencé à recruter des enfants en Décembre et occuper des barrages routiers²¹. Cela a continué jusqu'au moment que les écoles ont rouvert, et les parents ont pu envoyer leurs enfants à l'école. Cependant, les enfants qui revenaient de l'armée rebelle avaient besoin de se réadapter à l'environnement paisible à l'école.

92. Au cours de la période de dix ans que couvre cette évaluation, l'appui des donateurs a été dans l'ensemble irrégulier. Avec la prolongation du conflit persistant combine avec des catastrophes naturelles imprévisibles, il était difficile d'obtenir des engagements des bailleurs de fonds, particulièrement après l'Accord de Paix de Ouagadougou signé en 2007. À cette époque la confiance des gens dans un retour à la normale était à son plus haut, et un engouement certain d'éduquer leurs enfants était de retour. C'était précisément en ce moment le soutien des donateurs a chuté à 60 pour cent, limitant la quantité de produits alimentaires disponibles, et le nombre de jours d'ouverture des cantines scolaires.

Enfants Soldats en Côte d'Ivoire

Les discussions avec les communautés dans des zones hautement instables, tels que l'Ouest du pays, ont révélé que, lorsque les écoles ont été fermées, les enfants étaient impatients "d'aider" les soldats avec n'importe quelles besoins (transport de l'eau, le thé, le lavage des vêtements, etc.) Pour ces petites courses, les enfants gagnaient de l'argent en espèces, parce que les soldats et les miliciens avaient régulièrement du cash en raison des «taxes» imposées aux points de contrôle. Malheureusement, ces petites tâches évoluaient vers des positions de garde des postes de contrôle avec des fusils semi-automatiques, ou dans le «mariage arrangé» des filles aux soldats.

93. Dans certaines écoles, les administrateurs ont réagi à la diminution des stocks en réduisant la quantité servie à chaque enfant, dans l'espoir qu'un nombre plus grand d'enfants pourraient être servi. Cependant cela ne résout pas le problème général des stocks de nourriture inadéquate pour maintenir un pipeline régulière.

94. Un des facteurs qui peuvent influencer la prise des décisions des ménages en ce qui concerne l'éducation de leurs enfants est le bien-être général des ménages eux-mêmes. Alors que la faiblesse des revenus est souvent présentée comme un indicateur important du bien-être, il est largement admis que cette mesure est trop étroite. D'autres caractéristiques des ménages, tels que le nombre d'actifs, l'état nutritionnel et la disponibilité du travail sont d'autres déterminants de la vulnérabilité des ménages.

95. En résumé, un certain nombre de facteurs externes ont influencé de façon significative les résultats présentés dans la section 2, en augmentant les niveaux de vulnérabilité, et réduisant ainsi la capacité des ménages à éduquer leurs enfants. Les ménages les plus vulnérables en ce moment ont un revenu nettement inférieur à celui de leurs homologues moins vulnérables, ce qui a eu un impact sur leur capacité à dépenser les ressources nécessaires pour envoyer leurs enfants à l'école. Environ 17 pour cent des enfants les plus vulnérables ne sont pas inscrits à l'école primaire,

²⁰ Instituteur Koffi Toussaint, de l'école Djibo Soukalo à Bouaké, tel que cité dans la Chatham House Afrique du Programme armés non-étatiques série, Septembre 2007, "Côte d'Ivoire Forces Nouvelles", écrit par Daniel Balint, Kurti, chercheur associé.

²¹ Selon Rapport de 2004 sur la Coalition pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats pour la Côte d'Ivoire, les enfants ont été initialement recrutés pour des barrages routiers. Dans ces cas, les enfants, principalement entre les âges de 10 et 15, étaient armés de fusils Kalachnikov ou de roche-lance-grenades.

tandis que 11 pour cent des enfants moins vulnérables ne sont pas inscrits. Les motivations sont clairement répertoriées par classe de vulnérabilité. Pour les moins vulnérables, les parents ont donné des raisons telles que «encore trop jeune pour aller à l'école", mais pour le groupe le plus vulnérable les raisons les plus souvent citées étaient d'ordre financier ou culturel. Plus d'un tiers ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas payer l'école et plus de dix pour cent n'ont pas laissé leurs enfants aller à l'école (mais il n'a pas été possible d'approfondir ces questions avec les parents).

96. De plus, les ménages les plus vulnérables ont dû recourir au retrait de leurs enfants de l'école au cours des points critiques du cycle agricole, afin d'augmenter la quantité de leur production agricole. C'est ainsi que les opportunités de finir le cycle scolaire sans interruptions sont moindres pour les enfants issus des ménages les plus vulnérables.

3.2 LE ROLE DES FACTEURS DE MISE EN ŒUVRE

97. Le Programme d'alimentation scolaire a commencé comme une opération conjointe entre le gouvernement sous la responsabilité de la Direction Nationale des Cantines Scolaires (DNCS) et le PAM. Au titre du dernier document de projet (3358,2), le nombre de jours de rationnement a été réduit progressivement jusqu'au moment où le gouvernement de la Côte d'Ivoire prend entièrement en charge l'ensemble du programme.

98. Cette stratégie soutenue par le gouvernement intègre les implications suivantes, en termes de réalisation des objectifs de promotion de l'éducation, particulièrement pour les ménages les plus vulnérables, et d'amélioration de la parité entre les sexes en matière d'éducation:

- **Ciblage:** Les communautés ont été choisies en fonction des niveaux généraux de la vulnérabilité, convenus entre le PAM et DNCS. Une fois qu'une communauté a été choisie (en fonction de leur engagement, leur volonté de fournir l'infrastructure nécessaire minimale, et la capacité de l'école de gérer les ressources), le désengagement ne se produira que quand il y a des preuves de fraude, ou si le site était inaccessible en raison des conditions de sécurité, ou si le nombre de rationnaires est tombé en dessous de 150, et il n'était plus rentable de fournir des repas scolaires à un si petit nombre.
- **Vers une politique universelle d'alimentation scolaire:** Le gouvernement a été ferme dans sa demande au PAM de fournir des repas chauds dans les écoles, conformément à sa stratégie globale de «une école, une cantine". Cependant, les ressources ont diminué et il y avait une insuffisance de produits alimentaires pour répondre à la demande. Bien que le personnel du PAM en Côte d'Ivoire ait préféré réduire le nombre d'écoles desservies, il a été décidé de suivre la stratégie de la DNCS en fournissant de la nourriture pour le même nombre d'écoles, mais avec moins de jours.

3.2.1 Ciblage

99. Les écoles qui reçoivent les ressources du PAM devraient être seulement des écoles de moins de 240 élèves, et les écoles dans les communautés rurales. Il était initialement prévu que l'accès prioritaire à la restauration scolaire sera donnée à (a) aux filles; (b) aux orphelins élevés par leurs grands-parents; (c) aux enfants qui habitent plus de 3 kilomètres (km) de l'école et (d) aux familles avec un grand nombre d'enfants qui vont à l'école par rapport à la moyenne des ménages. Toutefois,

il est peu probable que cela était mis en œuvre, et la capacité de payer la redevance d'utilisation de 25 FCFA est devenue au bout du compte le principal mécanisme de ciblage. L'enquête auprès des ménages a confirmé que la majorité des enfants dans les écoles de traitement et de contrôle (98.5 pour cent) ont été des ménages situés à 2 km de l'école, avec la grande majorité vivant à moins de 1 km.

Table 16: Distance d'un ménage de l'école par zone de contrôle et zone de test

	Sud			CNO			Total
	Sans Cantine	Avec Cantine	Sud Total	Sans Cantine	Avec Cantine	CNO Total	
	%						
moins de 1/2 km.	65.2	57.6	61.6	60.0	57.3	58.7	60.2
1/2 à 1 km.	25.3*	33.9*	29.3	28.9	30.9	29.9	29.6
1-2 km.	8.3	7.8	8.1	7.3	11.5	9.4	8.7
2-5 km.	1.2	0.7	1.0	3.2	0.3	1.7	1.3
Plus de 5 km.	0.0	0.0	0.0	0.6**	0.0**	0.3	0.2
N	336	295	631	315	314	629	1260

* Il y a une différence significative entre les groupes de traitement et de contrôle dans une zone unique, au niveau 0.05 de signification.

**Il y a une différence significative entre les groupes de traitement et de contrôle dans une seule zone au niveau .01 de signification.

100. À la suite de la guerre civile en Septembre 2002, le gouvernement a perdu le contrôle de plus de 60 pour cent de la région géographique du pays, qui comprenait environ 40 pour cent de la population. En conséquence, le PAM a modifié sa stratégie de mise en œuvre à travailler avec les organisations internationales et les organisations non-gouvernementales (ONG) dans la distribution des stocks de nourriture et de contrôle de leur utilisation, avec le résultat que les communautés au sein de la couverture géographique des ONG ont été probablement pris en charge avant les communautés les plus isolées ne l'aient été. Néanmoins, l'accent mis par le PAM à faire en sorte qu'une fois qu'une agence humanitaire pourrait déplacer les produits alimentaires au nord et à contrôler leur utilisation, le programme reprendra les opérations avec l'objectif sous-jacent de réduire le phénomène des enfants-soldat. Plus de 250.000 enfants dans le CNO ont été servis par les ONG dans les premières années d'instabilité politique.

3.2.2 Politique Gouvernementale pour un Programme d'Alimentation Scolaire Universel

101. Depuis la crise de Septembre 2002, le PAM a commencé à travailler avec les ONG internationales et nationales dans le Nord pour fournir des vivres dans le cadre de son programme. Les rations alimentaires ont commencé à varier entre le Sud et le CNO. Au début les rations de base incluaient le riz et d'autres produits alimentaires "de luxe", mais les ressources suivantes n'ont pas facilité une continuation de cette pratique.

102. La décision du PAM après le premier cessez-le-feu de distribuer la nourriture à travers les ONG opérant dans la CNO a été une très bonne option car elle a contribué à stabiliser les enfants dans les écoles récemment rouvertes. La décision du PAM de donner des THR aux enseignants volontaires recrutés par la communauté a contribué à créer des motivations pour la reprise des classes. Toutefois, l'insuffisance des ressources pour le suivi des activités et le contexte général d'insécurité qui sévissait dans la zone ont réduit les impacts de ceux-ci.

103. Le riz est considéré un aliment préféré à travers du pays. Lorsque DNCS et le PAM ont décidé de distribuer du riz dans le sud, mais du mil dans le CNO, cela a créé

L'Augmentation des Perceptions d'Inégalité

Dans les zones semi-urbaines à Bouaké, et dans certaines écoles qui ont été servies par le programme avant le conflit, des préoccupations ont été exprimées en rapport au choix des denrées distribuées. Certains ont voulu savoir pourquoi le riz n'était plus fourni dans les écoles du CNO, comme cela se fait au Sud. Cela a été perçu comme un autre exemple de partialité par l'État contre le Nord.

quelques frustrations. La décision du PAM de soutenir des paquets alimentaires recommandés par DNCS pour les CNO et le Sud a été perçue par certaines communautés comme un indicateur que le PAM était plus étroitement liée avec le gouvernement, plutôt que d'être préoccupé par le bien-être de tous les enfants dans le pays.

104. IPSR 10672, qui a commencé en 2007, vise à fournir des rations pour la maison (THR) pour les filles afin de promouvoir l'augmentation du taux d'inscription des filles. Toutefois, le manque de soutien des donateurs a conduit à l'annulation de ces rations avant qu'elles ont commencé, en faveur de servir des repas chauds à des écoles plus grand nombre possible. Ces THR auraient pu encourager les filles qui avaient abandonné l'école pendant les périodes d'instabilité à retourner à l'école.²²

105. En résumé, la stratégie mise en œuvre du PAM au cours de la période d'instabilité prolongée a été inhibée par des facteurs exogènes liés à un état de crise et d'instabilité quasi chronique, atténuant ainsi les résultats escomptés. Les stocks alimentaires inadéquats, en conjonction avec la fatigue des donateurs, ont ralenti la bonne marche des cantines scolaire. La décision prise par DNCS, qui a été appuyée par le PAM, de continuer à fournir du riz aux écoles dans le Sud, mais pas dans le CNO a pu être à courte vue et a contribué à d'autres sentiments d'inégalité pour les ménages vulnérables dans les CNO.

3.3 L'Interaction Entre les Facteurs

L'impact de l'insécurité sur l'efficacité des opérations de la cantine:

À l'école de Fanhala, située dans une communauté isolée dans le CNO, une cantine a été inaugurée en 2005, mais a été fermée plus tard en raison de problèmes de gestion. Selon une personne interrogée, «le professeur volontaire responsable de la cantine a volé le nourriture, un action qui a résulté de pas de repas servis, et aussi l'érosion de la confiance générale dans le système et la solidarité de la communauté.

106. Avec le début de la crise, il y'a eu une juxtaposition de facteurs contextuels et de facteurs de mise en œuvre internes dans le Nord du pays. Cela a eu trois conséquences négatives: (a) Le PAM n'était pas en mesure de négocier avec les autorités rebelles pour soutenir les programmes d'alimentation scolaire dans le Nord, ce qui limite

²² Au Ghana, des rations pour la maison ont été données aux filles dans les dernières années de l'école primaire à promouvoir leur participation continué. Il a été éliminé lorsque l'indice de parité entre les sexes (IPS) a été atteint. Toutefois, selon l'évaluation, ce qui peut avoir été prématurée, comme l'IPS ne tient pas compte du nombre de filles qui n'ont jamais inscrits à l'école en premier lieu, ce qui tend à être plus élevé que le nombre de garçons qui n'ont jamais été inscrits (Evaluation du Programme de Pays du Ghana 2006-2010, avril 2010).

l'engagement des autorités rebelles dans le programme d'alimentation scolaire; (b) les écoles dans les zones rebelles étaient fermées, et quand ils n'ont rouvert, ils l'ont fait pas de stocks alimentaires à mettre en œuvre un quotidien service de cantine ; de plus les conditions de sécurité limitaient la capacité de mouvement des vivres et du personnel chargé du suivi; et (c) de sévères restrictions du mouvement en raison de l'insécurité ont été à rude épreuve les stratégies d'adaptation des ménages d'avoir les ressources supplémentaires nécessaires pour répondre à toutes leurs exigences de travail et d'envoyer leurs enfants à l'école.

107. Les facteurs contextuels mentionnés ci-dessus ajoutés aux insuffisances notées pour la mise en œuvre des stratégies du PAM ont créé un contexte rendant difficile la bonne marche du programme des cantines scolaires. Lorsque les inspections régionales ne sont pas totalement fonctionnelles et que les partenaires supposés servir d'intermédiaire sont limités dans leur mode de suivi des opérations, il devient alors difficile d'arriver aux objectifs initialement définis. Des données anecdotiques au niveau des populations enquêtées indiquent que le suivi rigoureux des stocks de nourriture n'a pas été à la hauteur de la complexité des difficultés qui ont jalonné le programme pendant ces années de crises consécutives.

Le Problème des Approvisionnements Alimentaires Erratiques

Comment pouvez-vous espérer que les cantines scolaires augmentent la fréquentation scolaire quand ils fonctionnent si rarement, et quand la qualité de la nourriture fait défaut? Sur les 120 jours ouvrables de l'année dernière, la cantine a fonctionné pendant seulement 40 jours. Le gouvernement et le PAM ont besoin de revoir leur stratégie actuelle qui consiste à couvrir plus d'écoles avec moins de nourriture.

Parent d'enfants scolarisés dans Trafla Natis 2, dans le CNO

108. Des entretiens téléphoniques dans les sites de l'échantillon ont révélé que, pour un certain nombre de parents, le redémarrage du programme d'alimentation scolaire ont servi comme indicateurs de "retour à la normalité" pour beaucoup de familles. Malheureusement, les ruptures de stock alimentaires et l'irrégularité du fonctionnement du programme ont contribué à atténuer les impacts initialement attendus. En outre, le besoin d'utiliser les enfants pour les travaux champêtres dans un contexte d'une économie paralysée, constitue aussi une contrainte majeure pour l'éducation continue de ceux-ci.

4. Conclusions et Recommandations

4.1 CONCLUSIONS GLOBALES

109. Tel qu'il fut initialement conçu avant la crise, le programme répondait à un besoin pertinent dans le contexte d'alors et se retrouvait en ligne avec les engagements du gouvernement pour encourager la scolarisation et la réussite, en particulier chez les filles, notamment à travers son programme «une école une cantine». Toutefois, à mesure que l'instabilité perdure à travers la phase d'urgence, les leviers dont disposé le PAM de même que sa relation avec DNCS n'étaient plus de nature à supporter la réussite scolaire et les bénéfices sociaux attendus.

110. Même si l'intervention du PAM a permis de fournir des repas à un nombre considérable d'enfants dans le CNO et dans le sud, il reste que le total des «jours repas» et le niveau de régularité des opérations ne furent pas suffisants pour stimuler la scolarisation, de fréquentation et la réussite. Il n'existe pas de différences au niveau des indicateurs de scolarisation et de réussite entre les groupes test et les groupes contrôles aussi bien dans le CNO que dans le sud.

111. En outre, le niveau de participation des filles dans les programmes de cantines scolaires ne s'est pas amélioré de façon significative et elles restent toujours à la traîne des garçons quant à la réussite au niveau de l'école.

112. Il n'y a pas d'évidences clairement établies à l'effet que le programme des cantines ait conféré d'avantages substantiels aux ménages, notamment à ceux de la catégorie la plus vulnérable. Un tel constat, bien que surprenant, correspond à une certaine logique quand on considère que seulement un tiers des ménages ont déclaré avoir des enfants ayant bénéficié d'un repas en cantine scolaire au cours du mois précédent l'enquête.

113. L'incapacité des ménages les plus vulnérables de compter sur un repas quotidien en cantine a limité les économies de temps qui auraient pu être réinvestis à des fins productives, ce qui fut de nature à compromettre la conciliation éducation - tâches ménagères, en rendant plus cher notamment le coût associé à l'envoi des enfants à l'école.

114. Un certain nombre de facteurs contextuels (externes) ont eu une incidence sur les résultats par l'augmentation des seuils (niveaux) de vulnérabilité, ce qui n'a pas manqué d'affecter la capacité des ménages à éduquer leurs enfants. Cela est particulièrement vrai dans le cas des ménages les plus vulnérables dont le niveau de revenu a connu une importante baisse en comparaison avec les ménages de la catégorie la moins vulnérable. A des moments critiques du cycle agricole, les ménages les plus vulnérables ont dû se résoudre à retirer leurs enfants de l'école pour maximiser leurs chances d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. La reprise du PCS est perçue par les familles comme une indication du retour à la normale. Malheureusement, le peu de prévisibilité de la ration alimentaire des cantines scolaires n'a pas servi d'incitatif suffisant pour maintenir les enfants à l'école.

115. En 1999, le PAM avait de bonnes raisons de s'engager dans l'objectif de l'avènement d'un programme véritablement national dont les acquis pouvaient adéquatement bénéficier à ce qui était perçu comme les besoins des ménages les plus vulnérables. Le gouvernement a mis en œuvre une stratégie de développement durable à travers ses «groupements scolaires», stratégie que le PAM s'est engagé à soutenir jusqu'à ce qu'elle atteigne le niveau de l'autosuffisance, à travers son emphase sur sa production alimentaire endogène, au niveau communautaire. Cette stratégie ne s'est pas avérée très utile aux objectifs du PAM relativement au PCS et à l'établissement du filet de sécurité sociale. Une série de facteurs ont eu un impact négatif sur les résultats: baisse des sources de financement, augmentation de la demande depuis 2007, décisions du PAM de continuer à servir le même nombre de cantines scolaires avec moins de ressources (au lieu de restreindre ce nombre) et de fournir du riz pour les écoles du sud et non à celles du CNO. En outre, dans le contexte d'une instabilité quasi-chronique ou les inégalités horizontales se sont accrues à travers le pays, la prévalence de paniers alimentaires différents selon les régions géographiques a contribué à renforcer la perception de l'iniquité (injustice).

116. La crise qui vient de reprendre en CI a forcé la fermeture des établissements scolaires et limité la capacité de l'équipe d'évaluation de mieux appréhender toutes les implications de l'instabilité socioéconomique sur les ménages les plus vulnérables. En l'absence d'informations en profondeur qui doivent être obtenues au travers une analyse de la vulnérabilité/sécurité, ciblant des seuils de vulnérabilité des ménages, il ne sera pas possible d'en arriver à la proposition de modèles de coopération alternatifs.

4.2 RECOMMANDATIONS

A: Recommandations relatives au PAM:

117. **Recommandation 1: Recentrer le soutien** à l'alimentation scolaire sur l'amélioration des taux d'inscription, les taux de réussite, en particulier pour les ménages les plus vulnérables, plus spécialement quand la situation socio-politique se stabilise. Mener une étude approfondie une fois la crise actuelle terminée pour mieux comprendre les causes sous-jacentes de la faible participation des filles, de sorte que la stratégie retenue puisse faire face aux contraintes clairement identifiées.

118. **Recommandation 2:** Améliorer la régularité du **suivi** participatif, d'abord par le personnel du PAM, et par la suite par des sous-comités de gestion des vivres au niveau de l'école, de sorte que les communautés puissent accroître leur confiance pour garantir une meilleure pérennisation du programme de cantine scolaire, particulièrement pour les filles.

119. **Recommandation 3: Réintroduire des rations à emporter a la maison ou des transferts en espèces** au cours de la période de soudure pour les ménages extrêmement vulnérables. Certains ménages très vulnérables retirent leurs enfants de l'école pour disposer d'une main d'œuvre pendant les périodes de soudure. En instaurant des rations à emporter à la maison, cela pourrait encourager ces familles à laisser leurs enfants à l'école.

B: Recommandations qui nécessitent une collaboration avec d'autres partenaires

120. **Recommandation 4: Renégocier** avec DNCS une stratégie particulière de **ciblage** qui permette aux enfants des ménages les plus vulnérables d'accéder aux cantines scolaires. Cela pourrait inclure (a) la création d'un fonds de bourses en utilisant une partie de l'argent actuellement remboursée à DNCS pour couvrir les coûts d'exploitation, de sorte que les ménages les plus vulnérables puissent accéder à la cantine, ou (b) l'établissement d'une politique à l'échelle nationale qui cible les enfants de ménages les plus vulnérables.

121. **Recommandation 5: Rechercher une symbiose entre le niveau de couverture et la disponibilité des ressources.** Lorsque les ressources alimentaires sont limitées, fournir de la nourriture à moins d'écoles avec une priorité à celles se trouvant dans des zones d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité prononcée. Les cantines devraient fonctionner à plus de 90 pour cent de tous les jours de classe. Cela nécessitera un ciblage pointu et un choix judicieux des collectivités prêtes à assurer la pérennité du programme.

122. **Recommandation 6: Redynamiser les activités des Sous-Comité de gestion des cantines scolaires** en renforçant leur capacité de suivi et évaluation et de partenariat plus renforcé avec la DNCS pour une gestion plus efficace des ressources.

123. **Recommandation 7: Avec la DNCS et la FAO,** développer une gamme d'activités qui pourraient être entreprises par des groupes communautaires afin de promouvoir la durabilité des cantines au fil du temps. La production d'aliments destinés à la consommation dans les cantines est seulement une option et d'autres alternatives, en particulier pour les communautés péri-urbaines. Des solutions adéquates devraient être trouvées à l'épineux problème foncier. tensions déjà existantes sur la propriété foncière, devraient être explorées.

124. **Recommandation 8:** Lorsque la période de soudure et de la saison de récolte coïncident avec les vacances scolaires, négocier avec le ministère de l'Éducation à envisager d'offrir **des cours de recyclage pour les enfants qui en ont le plus besoin afin de réduire les taux d'échecs scolaires.**

125. **Recommandation 9:** Une fois la crise actuelle atténuée, identifier les écoles ayant les scores les plus bas au niveau national et procéder à un diagnostic des causes fondamentales de cet état afin de diminuer les écarts. **Cet état des lieux doit intégrer tous les partenaires travaillant dans le domaine de l'éducation.**

126. **Recommandation 10:** Si la crise actuelle se poursuit, le PAM devrait effectuer une évaluation rapide sur la sécurité alimentaire et déterminer la pertinence de l'alimentation scolaire dans un tel contexte. Une telle étude devrait en outre déterminer ce qui doit être changé par rapport à ce qui a été fait jusqu'à présent, en tenant en compte le besoin de fournir un filet de sécurité pour les ménages les plus vulnérables. Ces travaux seront nécessaires avant qu'un dosage approprié des mécanismes de prestation (transferts en espèces, des rations à emporter, biscuits, repas chauds à l'école) puissent être identifiés et qui pourraient le mieux soutenir les ménages les plus pauvres.

Acronymes

CNO	Centre-Nord-Ouest
DEV	Development Project
DNCS	Direction Nationale des Cantines Scolaires
EMOP	opération d'urgence
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IEP	Inspectorate of Primary Education
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OE	Bureau de l'Évaluation
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIP/CS	Programme Intégré de Pérenisation des Cantines Scolaires
SPR	Rapport normalisé de projet
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la science et la culture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour le réfugiés

Bureau de l'Évaluation
www.wfp.org/evaluation



Programme Alimentaire Mondial